

Le texte qui suit exprime une prise de conscience, résultat de presque deux années d'expérience. Cette expérience est marquée principalement par notre coupure, y compris au niveau purement informatif des milieux et cercles intéressés au soutien des Détenus Politiques .

Aussi nous est-il difficile d'appuyer notre intervention sur une critique documentée de ce qui s'est fait en matière de soutien des détenus politiques .
C'est pourquoi , nous serons amenés à compter plutôt sur ce qui doit être fait .

L'essentiel est d'établir les relations entre les détenus P et le mouvement de soutien sur des bases justes et solides.

Nous espérons que cette intervention y contribuera.

Sans qu'il soit possible -indispensable- d'établir les raisons qui ont amené à la situation actuelle , il faut noter que celle-ci est caractérisée par l'absence de participation des DP à l'orientation du mouvement de soutien, et de ses actions et plus encore par la manque d'informations de ce qui est fait .

Nous n'avons eu que très peu d'informations (sur ce qui est fait) parvenues de façon individuelle, indirecte, occasionnelle et rarement documentée sur les actions de soutien. La seule exception a été la journée du 5 février 75 où nous avons été prévenus officiellement du mouvement en préparation et où nous avons pu coordonner notre propre action avec celle de l'extérieur.

En dehors de ce cas nous n'avons jamais disposé d'informations individuelles sur les actions réalisées et même nous ne connaissons pas encore de façon précise la réponse à des questions telles que : existe-t-il ou non un comité de soutien à Tunis? Sur quelle base travaille-t-il ? Sur quelle base travaillent les Comités de Paris et d'Europe? Y-a-t-il un mouvement de soutien organisé chez les démocrates européens du type CISDHT etc....

Nous avons appris incidemment que telle et telle action a été menée: manif à Paris, occupation du consulat en Aout 74 à l'occasion du procès, émission télévisée en Suisse en été 74, interviews d'une avocate en Juillet 75.

Mais on ne s'est jamais préoccupé de nous mettre systématiquement au courant des manifestations concrètes de ce soutien; celles dont nous avons connaissance ne nous paraissent pas énormes: quelques colis et mandats reçus par certains d'entre nous sur le plan matériel, des actions politiques limitées et sporadiques , nous n'avons guère entendu parler d'enquête sur la situation des DP et de leurs familles afin d'adapter l'aide aux besoins; nous n'avons pas connaissance que des mesures aussi scandaleuses que les décrets d'avril et Mai 74 aient fait l'objet d'une quelconque campagne de protestation et de dénonciation de leur caractère arbitraire et illégal .

Sur la base de nos expériences passées et de ce que nous savons, force est pour nous de constater que le mouvement de soutien est beaucoup plus limité qu'il n'aurait pu l'être depuis 7 années. La répression est continuelle en Tunisie certes, mais aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays les possibilités objectives de résistance devraient s'être élargies.

Le mouvement démocratique des étudiants est une réalité vivante , bien plus présente dans le pays qu'il y a quelques années , de nouvelles couches et catégories se mobilisent en Tunisie même , contre les aspects répressifs du régime : instituteurs, professeurs mais aussi ouvriers qui revendiquent notamment leurs droits syndicaux, et autres .

A l'étranger l'influence des idées démocratiques de la contestation de la dictature a énormément progressé au sein de l'émigration ouvrière et intellectuelle .

Quant aux milieux des démocrates européens , ils connaissent beaucoup mieux les problèmes de la répression; beaucoup d'entre eux ont des liens avec les milieux démocratiques tunisiens et on sait maintenant comment entrer en relation avec les organisations qui existent , on sait ce que les uns et les autres pensent et comment les associer à une action efficace .?

Par rapport à l'élargissement de la base potentielle du soutien , le soutien réel est plutôt faible , à en juger , une fois encore , d'après ce que nous savons, mais il est vraisemblable que nous avons eu connaissance au moins des manifestations essentielles

Si l'information est si déficiente, il va de soi que la participation des DP à l'orientation du mouvement de soutien a été nulle; nous n'avons jamais été consultés sur la façon dont le mouvement doit agir, sur ses principes, ses bases de travail, ses objectifs etc ...

Sur la base de tout ce qui précède, nous ne pouvons que constater que, de façon consciente ou inconsciente, le mouvement de soutien agit envers les DP selon une conception erronée teintée de paternalisme: les DP ont un rôle passif, ils font l'objet d'un soutien -quelque'en soit l'importance- élaboré en dehors d'eux, dont on ne les informe pas systématiquement et sur lequel ils ne donnent même pas leur avis.

Nous ne pouvons accepter ces conceptions, ni ces pratiques. Le fait d'être en prison limite nos possibilités, certes, mais ne nous interdit pas toute intervention.

Nous restons des militants du mouvement démocratique tunisien qui ont leur rôle à jouer et leur mot à dire dans les luttes pour la liberté, non seulement en prison mais aussi à l'extérieur tant, dans le domaine ~~des~~ du mouvement de soutien aux victimes de la répression nous estimons avoir d'autant plus notre mot à dire que nous sommes les premiers concernés par ce soutien et que nous entendons participer dans la mesure de nos possibilités à l'action contre l'arbitraire, en premier lieu, celui dont nous sommes les victimes.

Cette conception active et responsable des DP nous amène et même nous oblige à exposer les principes en fonction desquels selon nous, doit travailler le mouvement de soutien. Nous ne prétendons pas apporter sur la question des lumières nouvelles, nous ne faisons que rappeler des principes éprouvés et connus acquis du mouvement démocratique.

1^o Qui Soutenir ? : le mouvement de soutien est un mouvement de défense des victimes de la répression, répression qui n'est qu'une forme de l'oppression politique générale qui règne en Tunisie.

A ce titre, car que le pouvoir réprime par l'emprisonnement et par d'autres mesures résidence surveillée, retrait des Droits ~~des~~ Civiques, licenciements, interdiction de sortir du pays, présence policière etc... pour leurs idées ou leur action contre la dictature, pour les libertés démocratiques, pour la défense des intérêts et Droits du peuple, tous ceux là doivent bénéficier du soutien.

Cela signifie actuellement que n'en soient exclus que ceux qui sont réprimés par suite de réglemens de compte intérieurs au pouvoir d'Etat, tous ceux qui s'opposent ouvertement aux libertés ou qui en limitent l'exercice aux seules classes dominantes. Il ne doit donc y avoir de discrimination idéologique ou politique contre telle ou telle victime de la répression lorsqu'elle remplit les conditions ci-dessus.

En particulier le mouvement doit prendre garde à ne pas restreindre son soutien aux seuls ML ou révolutionnaires liés aux milieux intellectuels; ce genre de pratique sectaire qui a parfois existé est contraire à l'esprit démocratique du mouvement et restreint pour le seul bénéfice du pouvoir la lutte nécessaire contre toute manifestation de l'arbitraire et de l'oppression.

2^o Qui Soutient ? Le mouvement de soutien appartient naturellement à l'ensemble du mouvement démocratique et ne doit donc être l'exclusivité d'aucune de ses composantes. Il faut, au contraire qu'y soit assurée la participation de tous ceux, organisations ou individus, tunisiens ou étrangers qui sont disposés à lutter concrètement contre la répression et pour le libre exercice des droits et libertés politiques.

Aucun préalable politique ou idéologique autre que l'adhésion à la lutte pour l'application effective des Droits reconnus par l'article 8 de la Constitution Tunisienne ne doit être mis à la participation au mouvement. Il est, au contraire souhaitable que ce mouvement mobilise le plus possible de gens venant d'horizons différents, la cause des DP et des libertés en sera popularisée davantage et les bases de la lutte démocratique élargies; cela impose également que soit appliquée au sein du mouvement une politique juste notamment dans les rapports entre les organisations révolutionnaires ou démocratiques et les individus de sorte que chacun voit qu'effectivement il agit pour les objectifs communs du mouvement qu'il a acceptés et non pas comme le prête-nom ou l'instrument d'une politique élaborée en dehors de lui.

Les rapports corrects au sein du mouvement de soutien doivent être recherchés avec plus encore de rigueur lorsqu'il s'agit de rapport avec des éléments de l'opinion démocratique internationale.

Les organisations étrangères qui participent à la lutte contre la répression en Tunisie ont leurs préoccupations propres que le mouvement Tunisien doit respecter. Il s'agit de trouver les formes de collaboration qui sauvegardent l'autonomie respectueuse.

Les étrangers, organisations ou personnalités, qui participent au mouvement de soutien doivent pouvoir le faire à toutes les phases : prises de décision et d'action et pas seulement à cette dernière.

A ceux qui apportent leur soutien sur des bases seulement humanitaires (membres de certaines religions, groupements politiques), il ne faut pas demander autre chose que ce qu'ils sont prêts à fournir, mais il faut leur donner le plus possible d'information sur la répression en Tunisie.

Les organisations, groupes et individus, non directement engagés politiquement (groupe de base d'international Amnesty) apportent une aide matérielle non négligeable et permettent de faire connaître la situation réelle de la Tunisie dans des pays et des milieux que le mouvement tunisien ne peut pas toucher lui-même.

Dans la situation politique actuelle où les possibilités d'action légale sont très réduites dans le pays et où du fait de ses liens avec l'étranger, le pouvoir est sensible à la pression (étrangère) extérieure, le rôle de l'opinion démocratique internationale est très important. C'est pourquoi il faut tout faire pour mobiliser cette opinion et la mobiliser en faveur des libertés démocratiques en Tunisie et l'application d'une conception juste des rapports avec elle est un facteur essentiel pour la continuité de cette mobilisation.

3-Quelles sont les tâches principales du mouvement de soutien ?

Le soutien est essentiel, un soutien politique aux victimes de l'oppression politique qui dépasse l'aspect "humanitaire" qui justifie l'assistance matérielle.

Mais il ne faut pas que ce soutien soit seulement un thème de propagande ou un simple prétexte à la mobilisation; la défense des victimes de la répression est une lutte démocratique en elle-même et constitue une partie de la lutte générale utiliser l'existence de la répression comme argument pour mener une lutte plus générale contre le régime ne doit pas amener à sacrifier la lutte concrète contre la répression, l'action pour la défense de ses victimes !!

Décréter l'Amnistie Générale, c'est à dire mettre fin à la répression, réintégrer les victimes dans tous leurs droits, voilà ce que la lutte du mouvement de soutien vise avant tout à obtenir du pouvoir tunisien.

Mais parallèlement à cette lutte pour l'Amnistie, le mouvement de soutien a des tâches transitoires qu'il doit assurer.

Pour ce qui est des détenus politiques, elles sont les suivantes :- appuyer leurs revendications en vue d'alléger les conditions de répression, amélioration des conditions matérielles, sanitaires, alimentaires et intellectuelles par la suppression de la censure sur les livres, les lettres et le respect au droit à l'information (journaux, radio, Télé) toutes revendications qui entrent dans le cadre générale de celle du statut politique.

-Assister matériellement les DP et leurs familles en cas de besoin et pour cela recueillir les renseignements nécessaires.

-Assurer l'assistance judiciaire en vue des procès

-Fournir aux DP le maximum d'informations politiques sur la situation générale comme sur le mouvement de soutien lui-même

-Assurer autant que possible les tâches de coordination entre les différentes prisons le cas échéant et surtout entre les DP et le mouvement démocratique à l'extérieur c'est à dire assurer l'information de l'opinion sur la situation des DP et leurs luttes et animer le mouvement de protestation et de soutien de ces luttes.

Nous sommes conscients que la situation politique actuelle est très difficile du fait de l'ampleur et de la permanence de la répression et que cela ne peut manquer de limiter les possibilités de soutien.

Cela doit d'autant plus inciter à appliquer des principes justes dans la manière de façon à mobiliser toutes les forces potentiellement mobilisables, à rectifier les erreurs éventuelles et à renforcer et élargir le mouvement de soutien.

C'est la raison pour laquelle nous avons tenu à faire cette intervention, sans vouloir ni être capable répétons-le de critiquer d'une manière approfondie les pratiques du

4
du passé, ni de définir dans ses détails l'action de soutien .
Nous ne pouvons qu'esquisser les grands lignes de ce que nous pensons être les principes justes à partir de nos expériences et des principes reconnus en matière de lutte démocratique .

La concrétisation de cette politique et ses modalités d'application sont du ressort de ceux qui sont sur le terrain .

L'essentiel est que le mouvement s'élargisse à toutes les forces et énergies mobilisables pour cette tâche fondamentale du mouvement démocratique, la lutte contre la répression.

Nous saluons tous ceux, organisations et individus, étrangers et tunisiens qui participent à cette lutte.

Vive la lutte du peuple tunisien pour la démocratie.

Vive la solidarité internationale contre la répression .

un Groupe de détenus Politiques Tunisiens

Le problème de la défense est une tâche importante qui nous incombe. Il va sans dire qu'à l'extérieur et particulièrement à Paris, le Groupe se doit de participer à la lutte contre la répression et contre l'absence de libertés élémentaires en Tunisie.

La lutte révolutionnaire et démocratique ne se fait pas sans violence. Le pouvoir exploiteur et oppresseur est toujours là pour tenter de briser les luttes populaires et empêcher toutes les formes de manifestations démocratiques, même celles qui sont les plus modestes.

Notre Groupe qui se réclame de principes révolutionnaires et qui participe à la lutte révolutionnaire et démocratique en Tunisie, doit être à même de dénoncer toutes les formes de répression qui s'abat sur les masses populaires, les militants révolutionnaires et les démocrates, et de mobiliser les classes populaires pour lutter contre la répression et la violation des droits élémentaires.

Le problème de la défense n'est pas totalement nouveau pour le Groupe et celui-ci a déjà dans ce domaine une certaine expérience. Dans ce secteur, la section de Paris a incontestablement joué un rôle très important, particulièrement après les arrestations de 1968. Alors que le Groupe était brisé par la répression à Tunis, la section a déployé une grande activité pour défendre les camarades arrêtés et dénoncer la répression dans notre pays. Nous ne devons jamais oublier cela parceque c'est l'un des grands acquis de nos camarades "parisiens!"

Mais, comme dans toute expérience; notre activité n'a pas été dénuée de quelques erreurs. Si fondamentalement le travail de la défense en 68-69-70, a été largement positif, il n'est pas moins vrai que certaines erreurs doivent être corrigées pour que notre travail de défense puisse éviter certains blocages, s'épanouir et devenir plus large qu'il n'était en 1970.

Nous nous sommes habitués depuis 1968 à nous intéresser aux condamnés de 68-69, quoique, concernant les Baâthistes, il faut reconnaître que ce soutien n'est venu que tardivement. Il est indéniable que notre politique de défense a été marqué par un trait sectaire (je ne citerai pour cas que le silence du CISDHT lors de la grève de Sidi Fathallah, des événements d'El Haguaria, du procès de Ben Salah...).

Il n'y a pas de doute que le sort de nos camarades arrêtés nous intéresse beaucoup et qu'il est de notre devoir de les défendre; mais il serait erroné de se cantonner dans une politique de défense des membres du Groupe ou des seuls condamnés de mars 68.

C'est donc en conservant et en consolidant les acquis de notre ancienne politique de défense d'une part et en corrigeant ses erreurs de nature sectaires et gauchiste d'autre part que nous pouvons effectivement avoir une ligne correcte en ce domaine.

Un des acquis de notre ancienne politique de défense est d'avoir considéré que la répression qui s'exerce sur le peuple en Tunisie est inhérente au système économique et social existant dans le pays. La suppression totale de la répression ne peut se faire que par la destruction de l'appareil d'Etat exploiteur et oppresseur, destruction qui doit se faire par le peuple dirigé par le prolétariat.

Un des acquis de notre ancienne politique de défense est, également, d'avoir considéré que c'est la lutte populaire qui est l'arme principale contre la répression et la suppression de toute liberté.

Pour concrétiser notre ancienne politique de défense en direction de l'opinion démocratique internationale, nos camarades ont participé d'une manière active à la création du Comité International (CISDHT). Celui-ci a joué en direction de l'opinion internationale un rôle important dans la dénonciation de la répression et dans l'information de l'opinion démocratique internationale sur la violation des droits de l'Homme en Tunisie.

Tout ce travail qui a été fait soit par le CISDHT soit par le Groupe, soit par la presse révolutionnaire et démocratique internationale est un grand

acquis pour nous. Nous devons veiller sur cet acquis et le consolider endore plus dans la phase actuelle .

Nous devons tout d'abord reconnaître que dans notre pratique antérieure, certaines erreurs ont été commises qui sont d'ordre gauchiste et sectaire. Il est nécessaire de les corriger afin de dépasser les difficultés qui ont commencé à apparaître (ex: silence du CISDHT lors des luttes ouvrières, blocage du Comité,...) après 1970.

Il faut reconnaître également que si la suppression de la répression du peuple par le pouvoir et l'exercice des libertés concrètes et larges par les masses sont absolument liés à la destruction du régime économique et social actuel, il est néanmoins possible d'arracher, essentiellement par la lutte populaire à court terme des revendications partielles: garanties élémentaires, limitations de l'intensité de la répression, statut pour les prisonniers politiques, libération et amnistie des détenus, améliorations du régime pénitenciaire d'une manière générale, etc ...

Dans cette action à court terme, il n'est pas dit que seul les militants révolutionnaires peuvent participer à cette lutte. Il est incontestable que les m.d sont intéressés à cette lutte non comme une fin en soi, mais pour subordonner ses conquêtes partielles au travail révolutionnaire afin de l'élargir et de l'intensifier.

Des intellectuels petits bourgeois se réclamant de la démocratie bourgeoise peuvent y participer, et nous devons, sans porter atteinte à notre travail principal au sein des masses, apprendre à travailler avec eux sur une base limitée et précise afin d'élargir encore plus le travail de défense. notre travail avec eux ne peut déborder le cadre des garanties élémentaires des libertés bourgeoises.

Nous devons, en second lieu, nous débarrasser de notre sectarisme d'une part en dénonçant la violation par le pouvoir des droits élémentaires même si la personne qui en pâtit n'a pas les mêmes points de vue que nous et ne défend pas les mêmes intérêts que notre Groupe.

Toute violation des droits élémentaires par le pouvoir doit absolument être dénoncée . Cependant, autant nous devons fustiger toutes les atteintes aux droits élémentaires et donner notre point de vue sur le programme politique des victimes de la répression dans nos propres publications ou dans la presse révolutionnaire, autant nous devons veiller à nous contenter de dénoncer la répression et la violation des droits élémentaires lorsque nous travaillons en collaboration avec d'autres groupements ou d'autres personnes dans un cadre limité (ex: CISDHT actuel, Comité Tunisien de Défense et d'Information ...) et à ne pas nous prononcer sur les programmes politiques, dans ce cadre précis.

D'un autre côté nous devons apprendre 1) à collaborer avec tous les groupements et personnes qui sont intéressés à la lutte contre la répression qui s'abat sur le peuple et 2) à dénoncer toutes les atteintes aux droits élémentaires. Nous avons pour devoir de ne pas trop chercher à diriger coûte que coûte toutes les activités de défense (se rappeler les expériences des comités Ben Jennet à Tunis et à Paris). Nous devons également respecter la base sur laquelle on travaille dans chaque cadre précis.

Il est, en effet, certain que dans un cadre déterminé et étroit on ne puisse pas défendre toute notre politique de défense. On se doit alors de mener dans ce cadre déterminé ce qui est conforme à la plate-forme commune et le reste on a pour devoir de le mener librement dans un autre cadre plus radical ou par l'intermédiaire des organes du Groupe.

Toute notre politique actuelle de défense a été déterminé par la conservation des acquis de l'expérience ancienne (celle des années 68-71) et par l'élimination des erreurs qui ont vu le jour lors de cette expérience.

La rectification de l'ancienne ligne de défense s'est faite en premier lieu par la recherche de l'élargissement de la dénonciation des atteintes à la liberté et par l'élargissement de notre travail de défense à d'autres groupements sur la base d'une plate-forme commune. C'est donc sur la base de cette plate-

forme que des modes d'action sont envisagés, et non pas sur la base des programmes politiques des organisations.

Hors de ce cadre limité, chaque partenaire demeure libre et il lui est possible d'organiser des actions avec des groupements révolutionnaires pour soutenir par exemple les militants arrêtés, sur la base de leur programme politique.

La rectification de l'ancienne ligne implique en second lieu la centralisation, autant que possible, des activités de la défense sans briser les initiatives de la base. Avant, on s'est habitué à nous considérer comme le seul centre de la défense parce que les activités en ce domaine étaient faites par nous. Aujourd'hui l'élargissement du travail dans le secteur de la défense nécessite plus que jamais une certaine centralisation pour l'efficacité du travail. Cela est nécessaire tant en ce qui concerne les finances (collectes, bons de soutiens...), l'envoi des avocats, que l'organisation dans certains cas de modes d'action commune (ex: grand meeting de soutien aux ouvriers condamnés de la SORETRAS ou à la grève de la faim des détenus politiques, regroupant le MDM le CAL-UGET, le CISDHT, le CTIDVR, et d'autres groupements politiques).

Si la centralisation au moins en ce qui concerne les points cités est nécessaire, il va sans dire qu'elle ne doit en aucune manière briser les initiatives de la base. La centralisation n'implique pas, particulièrement dans la phase actuelle, où l'on voit se développer partout des actions de soutien, la prise en main par le Groupe des activités de la défense et la nécessité pour lui de s'ériger en centre pour diriger et coordonner toutes les activités de défense.

Cela ne veut pas dire, bien entendu, que nos militants travaillant et participant à l'activité de défense au CAL-UGET, au MDM, au CISDHT;..etc, ne doivent pas, sur la base de la pratique qui est faite, aider à la clarification d'une politique juste de défense et participer à la résolution d'un certain nombre de problèmes qui surgissent afin de ne pas freiner les initiatives et d'assurer la bonne marche du travail en ce domaine.

Certains de nos camarades n'ont pas encore bien saisi l'importance d'une certaine centralisation et n'ont pas suffisamment œuvré pour coordonner le travail de la base. Ils se sont intéressés à une activité à l'intérieur d'une partie de la base et ils y ont déployé beaucoup d'effort mais leur travail ne pouvait donner un résultat intéressant vu qu'il n'ont pas accordé la place qu'il faut au problème de la centralisation particulièrement dans le domaine financier.

Cela ne favorise pas bien entendu le soutien le plus efficace aux camarades détenus (envoi d'avocats à chaud pour les ouvriers de la SORETRAS et pour les détenus politiques lors de leur grève de la faim.).

Nous devons prendre garde à ces deux dangers: si le centralisme excessif étouffe incontestablement les initiatives de la base, nous devons tous être conscients qu'aujourd'hui l'échec d'une politique de défense active et efficace est l'absence de toute centralisation dans ce secteur. Les initiatives ont fleuri, cela est bon et même très bon mais l'absence totale de coordination risque de faire pourrir ces fleurs sur le fumier. Or ces fleurs doivent être cueillies et certaines d'entre elles doivent être dépêchées le plus possible et au plus tôt aux forces réprimées, aux forces populaires dans le pays et aux militants qui luttent à l'intérieur et à l'extérieur des prisons.

On peut dire sans crainte de nous tromper que dans le domaine de l'élargissement de l'activité un certain nombre d'actes concrets ont été réalisés:

✱ Tout d'abord dans nos publications nous avons dénoncé la répression et incité les étudiants et les ouvriers à se solidariser encore plus pour lutter contre la répression. Il est vrai cependant, que dans la conjoncture actuelle, nos publications n'ont pénétré que d'une manière restreinte dans le pays.

Sur le plan de la défense "stricto-sensu", le Groupe a participé activement à la mise sur pied d'un comité tunisien d'information et de défense et il a beaucoup aidé ce comité dans sa tâche d'information et de dénonciation de la répression actuelle (communication de nouvelles, participation très active dans l'élaboration des bulletins d'information...)

Le Groupe a pu ainsi malgré le blocage du CISDHT amener ce dernier à prendre position sur la répression en Tunisie après les derniers événements de février. Il faut reconnaître cependant que le problème du déblocage réel du CISDHT ne peut se résoudre que par la reconversion de ce comité sur une base nouvelle qui est plus conforme à sa composition et à une plate-forme capable de réunir le plus largement possible tous les courants intéressés au respect des droits élémentaires en Tunisie.

Une pétition adressée à une commission de l'ONU est déjà prête. Elle sera très bientôt communiquée à l'organisation Internationale.

Sur la base de cette pétition un avocat démocrate entrera en contact avec les autorités tunisiennes pour demander une enquête sur le sort réservé aux détenus politiques et sur les prisons tunisiennes.

Comme nos camarades ont déclenché une grève de la faim et que la répression a frappé les ouvriers de la SORETRAS nous avons pensé qu'il est extrêmement urgent de dépêcher un autre avocat en Tunisie avant même le départ de l'avocat démocrate qui ne pourra quitter Paris en direction de Tunis qu'après un certain nombre de démarches (pétition à l'ONU, sa communication à l'ambassade de Tunisie...)

Cependant à côté de cet actif il y a aussi beaucoup d'insuffisances:

1- Si nous sommes arrivés à élargir les activités de défense, si la base a fait un travail intéressant (cas de Vincennes), il faut reconnaître qu'un minimum de centralisation n'existe pas. Or sans ce minimum de centralisation le travail fait à la base tournera dans le vide puisque le soutien concret de la lutte en Tunisie ne se fera pas ou se fera d'une manière partielle; car enfin s'il n'y a pas d'envoi d'avocats, de soutien financiers aux détenus (ouvriers de la SORETRAS, étudiants réprimés), peut-on dire que nous avons lutté sérieusement contre la répression en Tunisie?

2- Comme nous l'avons dit aussi, le problème du CISDHT reste posé en entier la question de sa reconversion et de l'élargissement de ses activités n'a pas encore trouvé de solution pratique.

3- Une véritable rationalisation du travail de la commission de défense de notre Groupe reste à faire. Les absences et le désintéressement des problèmes de cette commission sont frappants. pratiquement la très grande partie du travail a été faite par un ou deux militants.

4- Nous devons également lier les activités de défense à Paris avec le travail qui se fait en ce domaine à Tunis.

5- Depuis les événements de février aucun avocat n'a été envoyé à Tunis. Cela est une grave lacune. n'oublions pas que nos camarades de Tunis ont à plusieurs reprises insisté sur ce point et sur l'urgence à'y pallier.

6- L'envoi de colis aux détenus (pourtant demandé par Tunis) n'a pas été fait. 7- Nous n'avons envoyé aucun sou aux familles de certains détenus, qui après l'arrestation de leur fils se sont trouvés sans ressources.

Tels sont donc les points positifs et les insuffisances de notre travail dans le secteur de la défense.

Il nous reste avant de terminer de faire un certain nombre de propositions concrètes pour améliorer notre travail de défense.

Si la tâche principale est celle de la centralisation au niveau des finances, des avocats et de certaines actions à mener en commun avec d'autres groupements, il est urgent cependant de résoudre certaines tâches immédiates:

- collecter et centraliser les finances.
- dépêcher le plus vite possible les avocats.
- soutenir à l'étranger par des modes d'actions les grévistes condamnés (SORETRAS) les détenus politiques grévistes de la faim.

-- renouer le plus vite possible avec le comité de soutien qui s'est formé à Tunis: dégager le CISDHT du blocage dans lequel il se trouve. Il faut coordonner aussi ses activités avec celles du Comité Tunisien.

Il est bon toutefois de répéter encore une fois que le problème majeur actuel de la défense est celui de la centralisation. Si nous n'arrivons pas à le résoudre, toutes les initiatives de la base tourneront dans le vide et la lutte en Tunisie contre l'arbitraire n'en profitera pas. Si nous prenons conscience de ce qu'attendent de nous les ouvriers et les camarades emprisonnés, nous ne pouvons qu'œuvrer pour réaliser les tâches urgentes et trouver une solution au problème de la centralisation des activités de la défense.

Pour cela; nous devons tout d'abord nous sentir responsables et ne pas nous contenter strictement d'un travail à la base. Tout comme celui-ci est l'arbre fécond qui offre à la lutte en Tunisie contre la répression de beaux fruits, nous devons savoir les cueillir à temps et non pas les laisser tomber et pourrir sur le sol.

Paris, le 20 mai 1972.

مشروع تقسيم عمل الدفاع بتونس

(1) حاجتنا للتقييم: ان كل عمل او حركة في حاجة الى عملية تقييم كلما انتقلت من مرحلة الى مرحلة او حدثت صلبها تغييرات مفاهيمية او اضرورية تسمى بقواها . وذلك لتحديد الدلائل والاجابيات لكي نستطيع تجديد قواها وبمعنى نفا جديدا يدفعها، وانطلاقا من هذا نطرح ضرورة التقييم بالنسبة لعمل الدفاع وخاصة في المرحلة التي يمر بها الان وفي هذه الفترة بالذات بعد تجربة مركزه تختلف عن اتجار السابقة وبعد عملية ضربه وان تكرر فير مباشرة الا انها امتت بعمل الدفاع . ولكن لكي نقوم بالتقييم الصحيح يجب ان نوضح اولا المفاهيم والمنطلقات التي قادتنا والاهداف التي نرمى اليها حتى نقيم انطلاقا من ذلك وعلى اساسه نمطي حكما عليه .

(2) مفهوم عمل الدفاع واهدافه : لقد اتفقت لنا عدة مفاهيم ، وفتحت امامنا عدة افاق لم تكن واضحة لنا من قبل لكن الى جانب ذلك هناك واقع اخر يجبرنا على التقييم وهو الواقع المنخرم الذي تعاني منه الحركة الثورية ككل حيث تتميز بالتشتت والاشترزم الايديولوجي والسياسي تجاه متطلبات الواقع الموضوعي وهذه المظاهر التي تفرها الازمة العادة التي تعيشها الحركة الثورية ككل تنعكس على الحركة الديمقراطية بكل ثقلها فتخلق جوا من انعدام الثقة والبهللة والضيق لا يساعد على العمل الجدي والمركز لكن رغم هذه المظاهر السلبية التي برزت في ظل الواقع الحالي هناك عدة مفاهيم تميزت وتبلورت بالنسبة للدفاع من ذلك التهاين بين المفهوم الاصلاحى له والمفهوم الثوري الذي يطرح نفسه كجزء من الحركة الثورية وتداعم لنشاط الثوري لا يتوقف عند مجرد اصلاحات ترقيعية في ظل الواقع الاقتصادية والسياسي والاجتماعي القائم بل يطرح الدفاع عن الحريات الديمقراطية كشمارة مركزية في المرحلة الحالية لكنه لا يتوقف بالنظر في حدود ذلك الشعار بل يراه كمنطلق للنضال الأشمل والابعد الذي يطمح منه لتغيير النظام القائم واقامة نظاما اخر بدله . لكن هذا لا يعني ان عمل الدفاع انه سيقوم بمهمة الحرب الثوري بل يطرح نفسه كمنظمة جماهيرية تعتمد في قامتها على الفئة المشقة التقدمية التي في مقدورها ان تضي اكثر في الدفاع عن الحريات الديمقراطية بالمفهوم الكامل وليست كما حددها القانون وكما يطرحها الاصلاحيين بلانها تنفي الدفاع عن الحريات الديمقراطية ضمانا لاستمرارية العمل الثوري ودعما له حيث مطروح عليها كحركة ديمقراطية ان تناضل من اجل افتتاح حقها في الحريات العامة المنصوص عليها في المواثيق الدولية لحقوق الانسان والتاثير المعمول بها في العالم ومن ضمن مهامها ان تعمل على النضال من اجل الغاء القوانين التعسفية الجائرة مثل قانون نوفمبر ٥٩ وغيره من القوانين المعاكسة له ولكي نعمل الى هذا الهدف من خلال عملنا يجب ان نعمل على توحيد الحركة الديمقراطية ولكننا لن نستطيع التحد ش من توحيد الحركة الديمقراطية ومركزية عمل الدفاع (الممارسة العملية لتلك الحركة) الا بعد ان نقوم بتقسيم عمق وشامل لعمل الدفاع ككل ومنذ البدايته .

(3) تقييم الحركة الديمقراطية والتجارب التي صارت حتى الان لعمل الدفاع: ان الحركة الديمقراطية في المرحلة الحالية ذات تنامي بشكل مضطرب بين ذلك النمو وان يعد عاملا ايجابيا الا انه لا يتخذ اسس صحيحة مما يستطيع البعد من ذلك النمو وعرقلة تطوره في فترة التنازم او الركود . وهذه الاسس التي اعتمدت عليها الحركة في عملها منذ نشاتها طبعها اضعوية والحركة المفرقة من اي محتوى سياسي في بعض الاحيان... وهذا ما زاد في مضاعفة انتشارت وكثرة التجمعات الصغيرة وبرزت الطابع الفردي في العمل وهذا الواقع يطرح على كل الاطراف العمل على توحيد قواها وتحمل مسؤولياتها في الخروج من هذا الوضع المتردي الذي تعيشه هذا الى جانب ضرورة القطع مع عدة انحرافات اخرى تتمثل في (وصاية الحركة اشورية على عمل الدفاع والخلط بين العمل الحزبي والعمل الجماهيري) الى جانب ذلك هناك عدة انحرافات اخرى يجب علينا ان نتعرف على اسبابها ومسبباتها ان نعود الى مرحلة ابعد في تاريخ الحركة الديمقراطية لكي نتعرف على الانحرافات الاساسية ونحدد العوامل المحركة فيها . لكي نستطيع العمل على تغيير الواقع الذي هي عليه وهذا العمل يتطلب من كل الاطراف ان تتحمل مسؤولياتها بالتساوي وتأهم في التقييم وطرح افاق التنازل للخروج من هذا الوضع المتردي وفي هذا الاطار ندعو وراق الهجرة للمساهمة بتسطهم في هاته العملية من ذلك مطروح عليهم تقويم تجربتهم وبلورتها وتقسيم ارتباطاتهم السابقة واقادة الحركة بها .

(4) الانحرافات الاساسية التي يعاني منها عمل الدفاع: ان عمل الدفاع في الداخل تقوده حتى الان نظرة حركية وكمية في عمله وهذا نتيجة مفاهيم فوضوية مبهمة واضحة... ونتيجة لذلك نجد تاريخه ذات اليمين وذات اليسار دون ان تقوده رؤية سياسية وايدولوجية واضحة

ومحددة وبالتالي نجد ان ممارسته تطبعها الضرفية والمباشرة المحدودة الافق ويعتمد على ممارسة عملية لا يتوقدها اي منظور سياسي واضح ، فمن ذلك بروز عدة مجموعات و افراد في ظرف حملة او حدث صاخر وانطفاة تلك المجموعات حالما تنتهي التعبئة التي تدفع تلك المناسبة... ونلاحظ ايضا عدم اعتماد تلك الاطراف على ارضية او برنامج تتوحد عليه هي وتبيننا ، وانما نجد ان تلك الاطراف تستعمل ارضية لجنة باريس في الحالات التي تجد نفسها مجبرة على التقدم على اسار ارضية ما... وبالنسبة للبرنامج ايضا ، فهي تترك الاحداث والمناجبات تتجدد وهي اساسا ثقل ما يطرحه عليها الخارج كسد للفراغ والفقر الذي تعانى منه (لاى نشاط دافع وفعال وبذلك تقع في الذيلية السياسية والاتكالية على الخارج وهذا لا يعنى اننا نرى ان كل قبول لمبادرات الهجرة هو من باب الذيلية بل نحن لا ننحكم هنا حكما كليا وصسطحيا بل نعنى به الوضع الذي عليه بمصفة جوهرية وهذا يبرز في حالة الركود التي يعانى منها الوضع في الداخل والذي ينتظر دائما المبادرة من الخارج حتى يتحرك ويعمل مثل (التعبئة التي تقام حول انجاز لائحة لمساندة شعار اطلاق سلاح الماجين السياسيين).

(5) الانحرافات التي سادت العلاقات التي ربطت بالهجرة :
 ان ما سبق و ذكرناه من دور الهجرة كعامل دفع في تحريك العمل الديمقراطي الذي يعبر حالة ركود ، وهذا يعتبر دورا ايجابيا جوهريا رغم الانحرافات الكبيرة والاساسية التي تعود هذه العلاقات فهي كانت علاقات ظرفية ومصاحبة... تنتهي بانتهائها المهمة التي من اجلها اقيمت ثم تدخل في الركود العام وهذا الوضع دفع عدة اطراف وعناصر للبحث عن طرق اصح وامتن للعمل وللحركات ودفع الهجرة ايضا لنفس الطرح لكه جاء طرحا فوقها خارجيا (تصديريا) لانه لم يعتمد على الوضع الداخلي ويدعمه في تطوره بل حاول ان يقيم هيكلات تابعة له يتعامل معه من موقع وصائى فوقى... وهذا المفهوم الخاطي نلسمه في عمل الهجرة عن تجاهل علاقاتها السابقة مع عدة اطراف رغم ما سادها من انحرافات خطيرة وعميقة ومحاولة خلق هيكل موازى لا يقوم على اساس واضحة و سليمة .
 ومن هنا جاءت العلاقات الليبرالية ، انتهازية ، وقد تجسدت الليبرالية وعدم تحمل المسؤولية تجاه اوضاع في الداخل من طرف الهجرة اساسا في زيارة المبعوث (ب) و ممارسات التي كانت لها ابعاد خطيرة بعد الظربة الاخيرة . الى جانب هذه الانحرافات هناك العلاقة التي سادت بين العنصر الرابط بين الداخل والهجرة والتي تمثلت في كثرة التحركات وميلية النتائج وهذا ناتج عن فهم خاطي للمهام كصها نضالية تربط بالحركة الثورية وتتفاسم العمل معها ولها قاعدتها الاجتماعية ولها اهميتها السياسية

(6) تجرية الهيكل والانحرافات :
 ان الهيكل وجد كل هته التركة وخاض فيها صراعا ايجابيا وادافعا الا انه وقع هو ايضا في انحرافات اهمها العفوية والتجريبية . وكانت هناك نتيجة التركيز الفوقسي للهيكل والاختيار الوظائفى لعناصره . برزت عدة مراهيل اهمها (١) التفاوت في الوضع مما فطل تقدم الهيكل تجاه اطراف اخرى وتوسيع رقمته لفترة معينة حتى يتدارك هذا التفاوت .
 (٢) كان لانعدام برنامج محدد يعمل على اساسه (رغم وضوح بعض المهام والاهداف التي كانت مطروحة عليه) جعل عمله محدودا وتطبعه العفوية والانعمالية احيانا لكن هناك خدشات ايجابية قطعها الهيكل (في توضيح اهدافه البعيدة والقريبة) عدم الانسياق العفوى وراء المهام المباشرة على حساب ما يتطلبه منه موقعه ومسؤولياته من وضوح .
 (٣) طرح الهيكل على نفسه مهمة المساندة الاعلامية والمادية وبدا تجربته بشكل ايجابي جوهريا رغم انه لم يقيم بتنظيم هاته المسألة بشكل صحيح ومتكامل الا انه طرحها كمسألة من المسائل التي يعمل على حلها لكن هناك انحراف من هاته الناحية ايضا وهو الاتكالية على الخارج وعدم التعويل على القوى الذاتية بالدرجة الاولى وهذا من شأنه ان يكون له انعكاسات سلبية سيئة عليه لكن هذا لا يعنى انه لم يعتمد على نفسه لكن يبقى ذلك ثانويا .

(٤) عدم تحمل الهيكل لمسؤوليته تجاه المد بالمعطيات التحليلية للوضع في الداخل وتجديد طبيعته كل فترة وهذا راجع اساسا الى النقص في التكوين .
 (٥) كانت نتيجته لتصرفات العنصر "المحمد" الليبرالية والتشخصية ان كان الهيكل يعمل في ظل ساحة لم يتعرف عليها بعد ولكن بشكل مكشوف مما يجعله عرضة لاهداف الانتهازيين والوصوليين المفرضة يجعله يحيد من نشاطاته حتى يستطوع توضيح الاطراف التي يمكنه التعامل معها وعلى اسار يقام ذلك التعامل و في اى حدود خاصة باربطها بالوضع الحالي الذي عليه حركة الدفاع... من انعدام ارضية او برنامج لبقية الاطراف والمفاهيم واتعاملات الفؤة والتنظيمية الضيقة المفرفة من اى محتوى تضامني صحيح للعمل وهذا ما يجعل بقية الاطراف لا تتحمل مسؤولياتها في المحافظة على سلامة الايطار الطرح لنفسه كبديل ثورى للواقع وللجارب السابقة .

(7) أفئاق تجاوزهاة الانحرافات :

- اننا نرى انه من امطروح بالدرجة الاولى ومباشرة هو القيام بتقسيم جذري وشامل لعمل الدفاع (حركة المماندة) ككل .
فهما يتمسق بعلاقة الهجرة بنا نراها
- (١ -) مطروح منها القيام بتقسيم علاقاتها السابقة وتصنيفها بشكل مبدئى وصحيح بعيدا عن الطرق الانقلابية والظاهرة الخاطئة
 - (٢ -) الربط الجدى بالهيكل وبطريقة تراعى الجانب الامنى وتعطى له مكانة حقيقية
 - (٣ -) يكون الربط غير مشخص حتى لا يسهل كونه ضغطة ضد الهيكل وكانها من شخص يتصرف فيه صاحبه كما يشاء و يعطيه حسب هواه كما حدث بالنسبة للعنصر "المجمد" بل يجب ان تتوخى طريقة الربط المبرى التى لا تعرف فيها الاشخاص بهوياتهم الحقيقية وتصبح العلاقة ببر لنة و هيكل و ليست علاقات شخصية
 - (٤ -) ضرورة تشريك الداخل فى المقررات وتمكينه من المساهمة بمقترحات و ارائه كمساهمة فى العمل المشترك
 - (٥ -) ضرورة الصراع المبدئى النزيه و غير النصوى المكتوبة من الطرفين حتى نعد على ذنب بعضنا البعض وتطور مفاهيمنا و علمنا هذا مع القطع الجذرى مع كل العلاقة السابقة بكل مظاهرها بما فيها الجانب الفنى تطوير الجانب السياسى فى علاقاتنا كما سبق و اشرنا
 - (٦ -) ضرورة توخى طرق و اساليب عمل علمية وثورية فى علاقاتنا تعتمد النقد و النقد الذاتى والصراع المبدئى .

(تونس جويلية / اوت ١٩٧٧)

لجنة الدفاع تونس

الرد حول مسألة الدفاع

بعد اطلاعنا على ارضية دفاع ديمقراطية وطنية ، وبعد اتصالنا بمقترحات حول عمل الدفاع بصورة عامة ، وبعد ان علمنا بالخلافات والصراعات الدائرة حول هذه المسألة ، بعثنا هذه الافكار الجوهرية الاولية .

اطلعت منذ مدة على مقترح ارضية هذه اللجنة تطرح مسألة الدفاع عن المساجين السياسيين كمسألة تتدرج ضمن الحريات الديمقراطية في البلاد ، وقد تناولت هذه الارضية المسألة في بعدها الديمقراطي الوطني وفي ارتباطها بطبيعة النظام في علاقته بالامبريالية ، هذه العلاقة التي تلعب دورا محدد في سياستها للديمقراطية واللاوطنية . وانه لمن الواضح ان محتوى هذه الارضية هو تعبير عن وعي والتزام راقمين يضمن نشاط اللجنة في تناقض عدائي واضح مع النظام ويعطيها نفسا ثوريا لا يمكن ان يلزم ويشمل - في ظل واقع بلادنا الراهن - سوى عدد محصور من العناصر المتقدمة نضاليا .

انا اتفق تماما مع المفهوم العلمي للتطرق لمسألة الحريات الديمقراطية كما تطرحها الارضية كأساس لعملنا التعبوي تجاه الجماهير لتوعيتها توعية عميقة وكأساس لتحالفاتنا مع القوى الثورية المترتبة بهذا الطرح المتقدم ، الا انه يجب ان نكون واعين تمام الوعي وقادرين على التمييز بين التحالفات الاستراتيجية في العمل الديمقراطي للحركة الثورية وبين ضرورة اقامتنا لتحالفات تكتيكية تستطيع على قاعدتها حشد كل القوى التي لا تسمح لها حدودها السياسية والطبقية او محدودية التزامها النضالي بالالتزام بشكل الارضية المذكورة ذات البعد الديمقراطي الوطني وعلينا ان نضع نصب اعيننا مجمل تجاربنا السابقة في هذا المضمار والصعوبات الجمة التي اعترضت عملنا على هذا المستوى كنتيجة لعدم تملكنا الواضح لهذه المسألة وما نتج عن ذلك من ممارسات انعزالية ودغائية تجاه العديد من العناصر الديمقراطية التي لم يكن يسمح لها حدود وعيها السياسي او التزامها النضالي واختلاف منطلقاتها السياسية معنا بالقبول بالارضية التي كان رمي الى جمع اطراف ل ١٠ و ٢٠ من حولها ، فاليوم لا يمكن ان ننكر بان من القوى السياسية الاصلاحية (تحريفيون او مستيريون ٠٠٠) وبعض العناصر الديمقراطية المحدودة الوعي لانكر بامكاننا حشدها اليوم في تحركات ملموسة حول بعض المحاور التي تطرحها مسألة الحريات الديمقراطية (التفكير والتعبير) وسائر الحريات الديمقراطية التي يضمنها البند الثامن من الدستور ومجمل العواثيق الدولية وهذا ما يستدعي من طرفنا العمل على توفير اطر تقوم على ارضية دنيا (البند الثامن وسائر العواثيق الدولية) تسمح باقامة نشاط مشترك مع هذه القوى في حدود ما تسمح به طاقاتها الذاتية ومحدودية نفسها النضالي ، وهذا لا يتنافى البته مع اقامة اطر موازية تعمل على قاعدة ارضية تضمن للحركة الثورية وتخول لها طرح مسألة الحريات الديمقراطية في ابعادها الوطنية المعادية للامبريالية ويمثل قاعدة للعمل الحزبي والجهوي الثوري تجاه الجماهير فاطر التعامل على واجهات تكتيكية مع كل القوى التي بإمكانها التحرك للمطلبة بالحريات الديمقراطية علاوة انها ستدعم جبهة العمل الديمقراطي بحشد كل القوى المؤهلة والقادرة على ذلك ، فانه سيتمكن ايضا الحركة من ميدان عمل في العمق للعمل في صلب هذه الاطر لجلب العناصر القابلة للتجذر على قاعدة تجربتها وممارستها في هذا الميدان ، لاسيما وانه سيتمثل بصفته ميدانا جماهيريا المدخل الاول للعديد من المناضلين في ميدان العمل السياسي ، الا ان جانب الصراع لا يجب ان يعرض بجانب السهر على وحدة اقصى ما يمكن من القوى المتجمعة على قاعدة الارضية الدنيا .

وعلى ضوء هذه التحديدات العامة سوف نقدم موقفنا الملموس من واقع الصراعات الحالية في صلب لجان الدفاع وكيفية معالجتها : ان تطور الصراعات على واجهة الدفاع قد افترق تناقضا بين نظرتين عبرتا عن نفسيهما في قيام لجنيتين (عند الهادي^١) ، تتحرك الاولى في سياق رؤية اصلاحية محدودة الافق ، وتصيغ الثانية رؤيتها في اطار ديمقراطي وطني . واذ كان الموقف الصحيح يتطلب هنا العمل المباشر بهدف مواصلة الصراع في صلب الحركة وهذه اللجان لدفع التباين في الوضع بين مختلف القوى ، فلا ينبغي ان يدفع بنا ذلك الى تكريس القطيعة مع الاطراف التي يدور معها الصراع ، اذ لا يعدوان يكون ذلك سوى تفتيت انعزالي للقوى القابلة والمستعدة للاسهام في عمل الدفاع . ذلك ان طبيعة هذا العمل كمحور هام من محاور العمل الديمقراطي يحتم على كل حركة مسؤولة ان تجسم تعاملها مسؤولا تجاه كل القوى والعناصر المؤهلة والمستعدة للتحرك من اجل هذه القضية ، ودعوتنا لدفع الصراع والتباين في الوضع انما هي دعوة الى تثبيت اسس تعامل مبدئية في الوضع اكرضها دعوة الى التباين بمفهومه الهادئ المؤدي الى القطيعة .

وعلى وجه التخصيص فان صراعنا في صلب الح . و المنظمة مع دعاة الثورة الاشتراكية مثلا لئن كان يدور اساسا حول المسائل الاساسية للثورة في بلادنا (طبيعتها واهدافها وقواها المحركة واعدائها) و يحب نفسه بالضرورة على مجمل مظاهر العمل الثوري (كمنهوم التحالفات الاستراتيجية والتكتيكية و العلاقة بينهما ، او منهوم العمل الديمقراطي و الوطني) فانه لا يجب ان يقف حاجزا دون امكانية الالتقاء لهذه القوى - في اطار علاقات خارج الح . الم . الل . - حول واجهات مضبوطة في مجال العمل الديمقراطي او بعض المجالات الاخرى ، في العمل النقابي مثلا .

فما نؤكد ان ونريد توضيحه هو ان ضرورة الصراع السياسي و الايديولوجي مع دعاة الثورة الاشتراكية او غيرهم من القوى الاخرى بقدر ما يجب ان يكون حازما لدحض اطروحاتهم و تحاليلهم المستترة بخلاف الماركسية اللينينية و مقاومتها كخطر يهدد الح . الم . الل . من داخلها ، بقدر ما ينبغي ان لا يؤدي بنا هذا الى الخلط المسؤول بين هذا المستوى من الطرح الاساسي و بين ضرورة استقلالنا لامكانيات تحالفات معهم حول المحاور التي بامكان الالتقاء حولها في مجال العمل الديمقراطي او النقابي و وفقا لمتطلبات العمل الجماهيري الملموس في توسيع اوسع ما يمكن قاعدة التحالف و عزل العدو الاخطر و المباشر . و تبعا لذلك فان وجود لجنتي دفاع حاليا في باريس و وجود نوعيين من عمل الدفاع بصفة عامة يقوم الاول على قاعدة ارضية وطنية ديمقراطية والثاني على اساس رؤيوية اصلاحية محدودة لا نرى فيه وجهين متنافيين بصورة اطلاقية و بالدرجة التي وصلتها حاليا الاوضاع في عمل الدفاع و ما الت اليه من افرازات ، فهو لئن كان يمثل تناقضا حقيقيا فانه بالامكان و من الضروري التعامل معه من اجل توظيف وجهيه في بلورة مواجهة واسعة ضد مجمل مظاهر سياسة النظام و من بينها مسالة الحريات الديمقراطية ، و هذا ما يدعونا الى : اولا - الانطلاق مما افترزه الوضع في باريس لتجسيم هذه الفطالات التي تدعوها الى العمل في صلب اطار لجنة الدفاع القائمة على ارضية دنيا من اجل تدعيمها سياسيا و نضاليا و ضمان وحدة اوسع القوى حولها و هذا يعني نهد التعامل العدائي الانعزالي مع مثل هذه الاطروحة و عدم اعتبارها " بصفة اعتبارية " اداة او وقفا على تيار سياسي معين كما يعبر عليه مصطلح " لجنة دفاع ترسوية " و يعني الالتزام بالعمل الجاد في صلبها و وفقا لهذه الفطالات .

ثانيا - ان تعاملنا بتلك الصفة مع هذا الطرف من عمل الدفاع ليس تتلازما مبدئيا او حلا توفيقيا او تراجعا سيلسيبا بل انه التجسيم المطروح و الضروري الذي يفرضه واقع النضال و متطلبات جميع و توظيف اكثر القوى ضد العدو الرئيسي على الواجهة الديمقراطية ، و ان هذا لا ينبغي علبس الاطراف ذات الطرح المتقدم و الثوري حصر نشاطه / الاطار السابق الذكر (اي لجنة دفاع ذات رؤيوية اصلاحية) بل يستوجب عليها تنسيق عملها في بينها للقيام بنشاط مشترك تجاه الجماهير بمحتوى ثوري يلزمها وحدها و ذلك عبر لجان دفاع موازية تعمل و تمثل المنظمات و التجمعات السياسية المختلفة و في هذا الاطار يندرج ردنا على المقترحات العملية التي طرحتها اطراف مختلفة اننا لا نرى مبررا لوجود مقترحين عمليين مختلفين حول القيام بحملة اعلامية بشأن المساجين السياسيين و طلب الغناء الاحكام عنهم و اطلاق سراحهم ان بالامكان التوصل الى تنسيق الجهود و تحديد نقاط تلاقي في هذه الحملة (حصر فترة معينة للتركيب و بعض الاشكال النضالية . . .) مع فتح المجال لتناولها ضمن الاختيارات السياسية المختلفة .

وعلى كل فان هذه المسالة التي طرحناها عليكها بعبادها السياسية والعملية يجب ان تكون موضوع صراع في الحركة الثورية لتكون التصحيحات الناجمة عنها عملا تقوم به كل الحركة عن قناعة راسخة ووعي فان الذهاب الى تجسيمه و تحمله بصفة وحيدة الجانب من عناصر لم تطرح المسالة على كل اطراف الحركة تستوف الصراع حولها قد يجرنا الى كسب تحالفات تكتيكية و مباشرة على حساب فقدان تحالفات ثورية ، ان قد يدفع عدم استيفاء الصراع بالعديد من الاطراف الماركسية اللينينية و الثورية التي ما زالت نظرة مخلوطة لهذه المسائل الى اعتبار هذا الطرح التصحيحي و تجسيمه المبكر سقوطا في اليمينية و التحالفات اللامبدئية و التعاملات اللامبدئية و تخل عن المواقع الثورية

نحن واعون ان هذه المسألة التي مثلت ولا تزال موضوع اختلافات وصراعات سواء في صلب لجان الدفاع او في صلب الحركة وحتى المنظمة انما هي تداعج في الحقيقة مشكل العمل الثوري لكل الحركة وعلى واجهة النضال الديمقراطي ومسألة العلاقة بين التحالفات الاستراتيجية للحركة الم، وتتحالفاتها التكتيكية وغيرها من معضلات العمل الجبهوي . فما نقترحه اليوم عبر نصوصنا الاخيرة المتعلقة بمتطلبات مواجهة منظمتنا والحركة الم لواقع ازممتنا اليوم وضرورة بلورة سياسات تجاوزية على مستوى عملها المستقبلي في كل المجالات سوف يمثل الميدان الحقيقي للصراع حول هذه المسائل المتعلقة - كما وضحنا - بمسائل العمل الجماهيري بصفة عامة ، لذلك بهذا القدر من الطرح الذي اثارته ضرورة الرد المباشر على مقترحات لجان الدفاع لتكون منطلقاتنا واضحة ولكي لا يترك ردنا لي غموض حول خلفياته السياسية مع وعينا بضرورة العودة الى هذه المسائل الهامة بصفة اكثر دقة ضمن تعميق نظرتنا لافق تجاوز واقع الحركة والمساهمة في بلورة خطها الاستراتيجي والتكتيكي وانعكاسهما على مختلف اوجه عملها الثوري .

(وصل هذا النص الى باريس في شهر مارس 1977)

العامل التونسي

ملاحظة : وقع تحرير هذا النص من الرفاق الذين حوكموا سنة 75 وذلك على اساس معلومات خاطئة وصلتهم عبر الرفاق السجين القدماء (الذين هم على خ ش) ويبدو ان مصدر المعلومات الخاطئة لدى هؤلاء الاخيرين هي " سيمون " وهذا حسب توقع رفاق لجنة الدفاع بتونس .

Adresse : Jean GATTEGNO B.P. 397 . 75025 Paris CEDEX 01 .

COMMUNIQUE DE PRESSE

Depuis le début du mois de novembre ,une répression d'une très grande ampleur s'est abattue sur tous les milieux de l'opposition démocratique et révolutionnaire en Tunisie.

Des centaines d'intellectuels (étudiants, lycéens, professeurs) et d'ouvriers ont déjà été arrêtés dans toute la Tunisie ,à Tunis, Sfax, Sousse, Gabès Kairouan, Gafsa.... ;et chaque jour, nous apprenons de nouvelles arrestations. Des étrangers sont arrêtés (Français, Allemands, Belges ..). Au total, près de 600 personnes .

Durant un mois de silence le plus total a été maintenu sur ces arrestations .

La première confirmation officielle en a été faite par le Président Bourguiba lui-même le 15 décembre à l'institut de Presse et sa déclaration menaçante en dit long sur les intentions du pouvoir .

"Quant aux virus , nous les avons à l'oeil. Nous en avons arrêté un grand nombre ,des professeurs, des ouvriers etc... qui sont soutenus par des acolytes en France et ici même .Nous espérons que tout ira pour le mieux grâce à notre action et grâce aussi à l'aide de la France ." (Bourguiba, le 15 décembre ; cf "La Presse" du 18 décembre 73).

La chasse aux sorcières ,il entend donc la poursuivre en France avec "l'aide de la France" !

Jusqu'à présent ,le pouvoir et sa police interviennent en toute quiétude ,violant les droits les plus élémentaires du citoyen .

Arrestations ,perquisitions sans mandats ,gardes à vue prolongées (plus de un mois et demi , déjà); des quartiers entiers sont fouillés. A Carthage ,la police a fouillé les maisons de tout un quartier et relevé l'identité de tous les habitants .

Encore une fois, la police cherche comme "preuves" des tracts, des machines à écrire ,des journaux et de contente même de livres marxistes ou de livres des éditions Maspéro.

Toutes ces personnes sont soumises à des tortures les plus inhumaines et cela systématiquement ,souvent même avant tout interrogatoire .Les femmes et les jeunes lycéens ne sont pas épargnés .

Des témoignages précis nous sont parvenus:

Madame Maria Reichert ,de nationalité allemande, expulsée le 8 décembre après avoir été maintenue durant 17 jours dans les locaux de la police déclare avoir été torturée durant 24 heures (nuit debout sans sommeil,

bastonnade , "balançoire", tabassages par sept barbouzes) pour avoir hébergé des tunisiens "recherchés par la police".

Elle déclare que cette violence dont elle a été l'objet n'est que peu de choses comparée à celle que subissent tous les tunisiens et les tunisiennes qui se trouvaient à la DST en même temps qu'elle .

La répression a toujours été la réponse du pouvoir à toute opposition quelle qu'elle soit ; pourtant c'est la première que le Président se plait à déclarer officiellement que c'est lui qui a fait assassiner Ben Youssef en 1961. Et il veut décorer aujourd'hui les exécutants de son crime ! (1)

Il se plait à déclarer publiquement aujourd'hui que Mahjoub Ben Ali (Président de la Garde Nationale à l'époque) avait achevé, de sa propre main , un complot condamné à mort par la Haute Cour en 62. (1)

Le fait qu'il affirme aujourd'hui s'être entouré de tueurs (avec ou sans gages) montre bien la volonté du pouvoir d'éliminer par tous les moyens toute opposition ; que ce soit avec l'aide de sa "justice" et de ses juridictions d'exception si elles continuent à accepter de jouer le rôle qui leur a été assigné , ou même sans leur aide si elles hésitent à aller trop loin .

Bourguiba qui a liquidé dans le sang l'opposition Youssefiste se prépare aujourd'hui à utiliser les mêmes moyens pour venir à bout de l'opposition démocratique et révolutionnaire . C'est dans ce but qu'il demande à son Ministre Sayah de "regrouper les ancines militants" (1) (lire les criminels notoires) pour les charger de cette besogne .

Dans ce contexte , il est clair que l'appel lancé par Bourguiba aux exilés politiques (2) de retourner en Tunisie en leur proposant l'amnistie n'est qu'un piège grossier qui entre dans son plan de répression systématisée.

Le Comité Tunisien d'Information et de Défense des Victimes de la Répression dénonce la répression systématique qui s'abat sur tout le peuple tunisien .

Il lance un appel ; à la Presse Internationale pour que le mur du silence soit brisé et que l'opinion démocratique soit informée sur la situation en Tunisie

Le 27 décembre 73

Le Secrétariat du Comité .

(1) Se référer au discours de Bourguiba du 15 décembre reproduit dans "La Presse tunisienne" du 17 et 18 décembre 73.

(2) Appel lancé en Aout 73 par le Président Bourguiba et rappelé le 19 décembre 73 par le Ministère de l'Intérieur Tunisien (cf "Le Monde" du 21 décembre 73) .

مقترح ارضية للعمل الديمقراطي

اننا لحد الان لم نصل الى التوحد حول ارضية مكتملة ولا الى توضيح مفهوم العمل الديمقراطي وحدوده والفصل والتمييز المتكامل بينه وبين العمل السياسي وهذه الارضية لا زالت تشكو نقصا كبيرا ونحن في طريق تجاوزه بالنقاشات الدائرة وبالتجربة العملية في كل مرة وذلك من اجل اقامة لجنة دفاع تأخذ على عاتقها القيام بمهمة الدفاع عن ضحايا القمع داخل البلاد وتساهم في دفع وتقوية الحركة الديمقراطية في الداخل لكن هذا العمل كما قلنا لا زال يشهد تعثرات وخطاب بين المستويين السياسي والديمقراطي لا زال سمة ظاهرة نحاول الوعي بها من اجل تخطيها وفي هذا الاطار نطالبكم بمدنا برؤياكم لعمل الدفاع وبتجارب الحركات الديمقراطية في بلدان اخرى وبتجربكم للنطلق من ذلك في اقامة بنى هيكلي صحيح مع ما وصلنا اليه من وضوح النظرة لهذه المسألة من خلال تجربتنا الخاصة بعد تقييها وما مدكم بالتجارب الاخرى الا للمساعدة في التملك بجوه العجز الذي نعانيه ومحاولة الخروج منه . والى جانب تلك التجارب التي ستكون الرصيد النظري لنا في عملنا نريد أيضا توضيح وجهة نظركم في مهمات عمل لجنة دفاع ما والحد الفاصل بينها وبين منظمة ثورية ومنظمة جماهيرية ثم شكل الهيكل المتبعة عادة كل ذلك ليس من أجل تطبيقه على وضعنا هنا بكل دغمائية ولكن للاشترشاد به للتخصيص على واقعنا الخاص بنا .

اننا نتفق وتقييمكم الاخير لواقع الحركة في الداخل القائم بأنه هناك حركة مساندة ولا وجود للهيكل التنظيمية لذلك العمل ونضيفه هناك وهي بهذا الفراغ الحاصل نتيجة انعدام ذلك الاطار وهنا ك نتيجة لذلك عدة تجمعات صغيرة تاول مركزة الدفاع كل من وجهة نظرها ولكن السمة العامة لهذه "التجمعات" هي ضبابية الرؤيا للعمل الديمقراطي وحدوده وان تقع أحيانا كثيرة ونتيجة لذلك الضبابية في الخلط بين المستويين الديمقراطي* وهي لا تقدر على فصلهما ، أولهما يقول أنهم ضحايا قمع بصفتهم مارسوا ما نصت عليه الحريات الديمقراطية كما جاء في الفط من الدستور ولو أن البنصالحيين كحركة هم أعداء الجماهير ولكنهم ليسوا أعداءها المباشرين في المرحلة الحالية وتناقضهم الثاني مع النظام اتخذ مظهرا عدائيا ويجب أن نساند الشعار الذي نرفعه بمساندتنا لهم في فضالهم الديمقراطي وأن خلا من محتوى الوطني ولكن مع التحفظ فنحن لا يمكن أن ندخلهم في بنائنا الهيكلي نظرا لان تحالفنا معهم مرحلي ظرفي وموقفنا يري أن البنصالحيين هم أعداء الجماهير ولا يمكن ان يكونوا ضحايا قمع وان المظهر الذي اتخذه تناقضهم مع النظام ما هو الا مظهر تناقض في صفوف الأعداء وما نقوم به الان هو ضرورة فضح البنصالحيين حتى لا يضل وضعهم الحالي الجماهير ويكب تعاطفها وهذا الطرح لا يعتبر ضحايا قمع الا الديمقراطيين الوطنيين الذين يوضحهم الخط الديمقراطي الوطني وهناك صراع قائم في الوقت الحاضر بين وجهتي النظر المذكورتين %

*والسياسي

Les Comités d'Europe d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie, se sont réunis début avril 1977 pour discuter de la situation du mouvement de défense en Tunisie et de la coordination entre ce dernier et le mouvement à l'étranger et ceci sur la base d'enquête faite sur le terrain.

Bien que que les comités d'Europe n'aient pas jusqu'à maintenant épuisé le débat sur les bases du travail de défense, et sur la conception du travail en vue d'une unité plus grande, l'activité qui s'est poursuivie jusqu'à maintenant permet d'affirmer qu'il y a à la base de leurs activités certains principes fondamentaux sur lesquels ils sont d'accord :

- 1) Les comités soutiennent toutes les victimes de la répression, sans s'alligner sur les conceptions idéologiques de ces militants pourvu que ces derniers soient réprimés pour leurs opinions et activités démocratiques et anti-impérialistes.
- 2) Ils s'engagent à unir leurs activités pour apporter leur soutien politique et matériel envers tous les militants tunisiens sans aucune exclusive, et pas uniquement vis à vis des militants condamnés pour organisation politique.
- 3) Pour ce qui est du soutien matériel et financier il est accordé en tenant compte de certaines priorités liées à la situation matérielle des familles.

Ils constatent que dans le pays, le mouvement de défense se développe de plus en plus ce qui est extrêmement positif malgré qu'il est morcelé et non uni.

Ils souhaitent que le mouvement se développe sur les bases adoptées à l'étranger et qu'un débat s'engage entre l'intérieur et l'extérieur en vue d'enrichir et de consolider ses bases.

Ils prennent acte du fait que pratiquement tous ceux qui s'adonnent à une activité de défense se réfèrent aux mêmes principes adoptés à l'étranger

Cependant ils constatent que pour certains d'entre eux, certains principes n'ont pas été respectés dans la pratique, notamment ceux qui avaient jusqu'à dernièrement le contact exclusif avec Paris.

Les erreurs concernant le fait que le soutien a été destiné sélectivement à la base d'affinités idéologiques et politiques et en ne tenant pas compte des priorités objectives

Preennent acte de la dernière initiative qui a démarré dans le pays sur la base d'une plate forme qui n'est pas en contradiction avec les plate-formes de l'extérieur (voir document annexe)

Les comités sont disposés à apporter leur concours à toutes les initiatives qui s'amorcent en Tunisie pourvu qu'elles soient basées sur des principes clairs (sur la base d'une plate-forme).

Ils appellent cependant tous ceux qui accomplissent le travail de défense en Tunisie à unir leurs efforts sur des bases de principes et centralisent leurs activités et ceci dans l'intérêt du mouvement démocratique en Tunisie des prisonniers et de la coordination avec l'extérieur.

Appellent tous ceux qui ont collaboré avec les comités de l'étranger et bénéficié de leur concours, à fournir pour les comités de l'étranger des bilans substantiels sur l'activité accomplie jusqu'à nos jours, en vue de faire le point de la situation et avancer sur des bases encore plus claires et plus solides.

609

TACHE PRINCIPALE ET RESPONSABILITE DU S.P. DE CELLULE.

"Les cadres jouent un rôle décisif dès que la ligne politique est définie"

(Mao T. 2,P; 218)

Le bilan de notre pratique depuis quelques mois nous montre que l'édification du P. dans notre secteur butte sur ceci : "les S.P. n'ont pas une compréhension suffisante de la nature et de l'importance de leur tâche." Cette circulaire doit aider à rectifier cette insuffisance.

La tâche du S.P. d'une cellule est d'orienter TOUTE l'activité de la cellule (politique, idéologique, pratique) et cela dans un seul sens : celui du Marxisme Léninisme et du renforcement du P.

Le S.P. assure la direction de la cellule dans tous les domaines. Il est dans la cellule celui qui représente le P.

Il doit défendre et faire assimiler la ligne politique du P.

Il doit assurer l'unité de pensée et d'action de la cellule pour que tous les membres "marchent d'un même pas". Pour cela il veille à ce que la lutte idéologique soit menée de façon permanente. Il impulse la lutte contre les idées fausses et cela dès qu'elles se manifestent. Son but est de faire progresser tous les membres de la cellule.

Il impulse l'étude pour renforcer les camarades .

C'est à lui qu'incombe d'éduquer les camarades dans l'esprit de P. et de veiller à ce que la critique et l'autocritique soient utilisées véritablement et de façon correcte.

A chaque bilan de travail de la cellule, devra désormais être joint un rapport politique du S.P. sur la cellule. Dans ce rapport, le S.P. précisera si le niveau idéologique et théorique des camarades est en progression ; de même que l'unité de pensée et d'action de la cellule et la pratique de la critique et de l'autocritique.

\$

Le S.P. doit s'assurer de l'assimilation effective des directives du P. par les camarades.

En fonction de la ligne politique du P. et des directives, il détermine l'orientation concrète du travail de la cellule. Il propose une répartition des tâches pour une période donnée ; impulse de justes méthodes de travail.

IL CONTROLE L'APPLICATION EFFECTIVE DES DECISIONS ET L'ACCOMPLISSEMENT DES TACHES.

Le S.P. doit veiller à l'application par les camarades des prin-

cipes de la clandestinité.

Enfin, IL PREND TRES SERIEUSEMENT EN MAIN LA TACHE DU RECRUTEMENT. C'est au S.P. de veiller à ce que tout soit fait pour recruter de façon audacieuse de nouveaux camarades ouvriers et de façon prudente de nouveaux camarades non ouvriers. Il se préoccupera donc de la formation des sympathisants et veillera à ce que les ~~esthétiques~~ critères pris en compte pour le recrutement soient avant tout idéologiques. Surtout en ce qui concerne les camarades ouvriers, n'oublions pas cette directive de la D.C

"Dans certains endroits, les camarades n'osent pas recruter et invoquent le plus souvent comme prétexte que les sympathisants ne sont pas murs idéologiquement et politiquement : ces camarades voudraient recevoir "tout frais moulus", des communistes éduqués, aguerris, armés idéologiquement et politiquement. Il s'agit là d'une conception très dangereuse qui débouche sur celle du "parti des cadres", théorie contre révolutionnaire trotskyste."

\$

Mais bien sûr, si le S.P. doit exercer une direction effective, il doit le faire sans aucun autoritarisme. Il doit inciter tous les camarades à s'exprimer sur les problèmes, à faire connaître en toutes choses le fond de leur pensée. Il organisera la discussion collective pour que les décisions prises soient effectivement des décisions collectives. Il doit être attentif aux propositions, critiques...etc. des camarades. Il fait des propositions de travail mais c'est LA CELLULE QUI DECIDE.

\$

Pour accomplir sa tâche avec succès, il faut au S.P. beaucoup d'esprit de responsabilité et d'initiative! Ecoutons DIMITROV :

"Un cadre doit savoir s'orienter par soi même dans toutes les situations et ne pas craindre de prendre la responsabilité de ses décisions. Qui craint de ~~pas~~ prendre des responsabilités n'est pas un chef. Qui ne sait pas faire preuve d'initiative, qui sait seulement raisonner ainsi: "Je ne ferai que ce que l'on me dira", n'est pas un bolchevik. Celui là seul est un véritable chef bolchevik, qui ne perd pas le tête dans le moment de la défaite, qui ne devient pas présomptueux au moment du succès, qui fait preuve d'une fermeté inébranlable dans l'application des décisions. C'est quand ils sont placés devant la ~~e~~ nécessité de résoudre par eux même les tâches concrètes de la lutte et qu'ils en sentent peser eux toute la responsabilité que les cadres se développent et grandissent le mieux.

\$

N'oublions pas qu'un Parti ne vaut que ce que valent ses organisations de base et ses organisations de base ne valent que ce que valent leur S.P.!

Ne nous étonnons pas de nos insuffisances : le métier ne s'apprend pas en un jour ! Mais ayons la ferme volonté de les corriger en prenant résolument nos tâches en main !

TACHES DU SECRETAIRE AGIT-PROP (SAP) DANS LA C.

Le S.A.P. est responsable de la pénétration de la ligne politique, des objectifs, des mots d'ordre du P. dans les masses. C'est lui qui doit adapter les directives et mots d'ordre généraux à la situation locale. Il doit avoir pour souci de faire connaître le point de vue du P. sur tel ou tel point, de faire adhérer les masses aux mots d'ordre du P., de faire progresser la conscience politique des masses et des sympathisants.

Quel doit être son travail ?

1_ Après l'étude collective de la ligne et des directives du P. pour une période donnée, il doit PROPOSER des idées de tracts, d'affiches, des thèmes de réunions pour sympathisants, des mots d'ordre pour les ventes publiques, des panneaux ou tracts pour présenter les brochures et la presse du P. Il est le rédacteur en chef du bulletin de la C.

2_ Pour adapter l'agit-prop à la situation locale il doit rassembler et étudier consciencieusement le matériel d'enquête sur l'état d'esprit des masses, les revendications immédiates les plus urgentes dans les usines ou les quartiers, l'avis des lecteurs et sympathisants sur notre presse la composition du secteur, les lieux de passage et d'habitation, leur intérêt.

Il doit fixer des axes d'enquête en fonction de la ligne du P. de l'actualité etc. Il doit centraliser ce que ses camarades peuvent apprendre au cours de discussions, ventes, porte à porte.

Il doit lire avec profit la presse locale surtout révisionniste (c'est la plus intéressante au point de vue informations et c'est la plus fréquente aussi).

La concrétisation de ce travail peut être un plan d'agit-prop comportant essentiellement :

a) Les thèmes les plus susceptibles de sensibiliser les masses dans telle ou telle usine (l'hygiène, les cadences, le logement) à tel moment; (ou dans tel quartier.)

b) Les événements qui se sont déroulés dans le secteur peuvent servir à illustrer et l'agit-prop sur de tels thèmes.

c) Enfin un plan géographique c'est-à-dire des points de diffusion permanents et irréguliers où il est utile d'aller pour une propagande particulière : cité chaminote, foyer d'immigrés, maison de jeunes etc... suivre

3- Il doit attentivement l'actualité pour être capable d'intervenir "à chaud", au bon moment. Dans le même ordre d'idée il doit veiller au balayage régulier de la zone élargie par la diffusion et l'affichage.

4- Il est le correspondant local de la presse du P. et à ce titre responsable de la transmission des articles concernant l'actualité locale et l'activité locale. Il n'est pas chargé de tout rédiger, mais de susciter la rédaction d'articles par les camarades et sympathisants.

De la même façon il doit centraliser et faire remonter toutes les informations locales (presse), documents patronaux révisés ou autres, ainsi que tracts.

5- Il prépare les réunions d'agit-prop locales pour ce qui concerne les thèmes d'intervention et il veille à la diffusion de la presse.

6- Il est responsable de l'application du plan de travail en matière d'agit-prop et notamment pour le rapport AP légale/AP illégale. C'est à lui de faire passer dans la pratique les décisions prises, de veiller au contenu et à la fréquence de l'agit-prop illégale qui est restée essentiellement jusqu'à maintenant à l'usage du parent pauvre.

AVRIL 72 Le Comité de Parti

LES VINGT ET UNE CONDITIONS D'ADHESION A LA TROISIEME
INTERNATIONALE .

1)

La propagande et l'agitation quotidiennes doivent avoir un caractère effectivement communiste et se conformer au programme et aux décisions de la III^{ème} Internationale. Tous les organes de la presse du parti doivent être rédigés par des communistes sûrs, ayant prouvé leur dévouement à la cause du prolétariat. Il ne convient pas de parler de dictature prolétarienne comme d'une formule bapprise et courante; la propagande doit être faite de manière à ce que la nécessité en ressorte pour tout travailleur, pour toute ouvrière, pour tout soldat, pour tout paysan, des faits mêmes de la vie quotidienne systématiquement notés par notre presse.

La presse périodique ou autres et tous les services d'édition doivent être entièrement soumis au Comité Central du Parti, que celui-ci soit légal ou illégal. Il est inadmissible que les organes de publicité mésusent de l'autonomie pour mener une politique non conforme à celle du Parti. Dans les colonnes de la presse, dans les réunions publiques, dans les syndicats, dans les coopératives, partout où les partisans de la III^{ème} Internationale auront accès, ils auront à flétrir systématiquement et impitoyablement non seulement la bourgeoisie, mais aussi ses complices, réformistes de toute nuances.

2) Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale Communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (organisations du Parti, syndicats, fractions parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les "centristes" et les remplacer par des communistes éprouvés, sans crainte d'avoir à remplacer surtout au début, des militants expérimentés par des travailleurs sortis du rang.

3) Dans presque tous les pays d'Europe et d'Amérique, la lutte de classe entre dans la période de guerre civile. Les communistes ne peuvent dans ces conditions se fier à la légalité bourgeoise. Il est de leur devoir de créer partout parallèlement à l'organisation légale un organisme clandestin capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution; dans tous les pays, où,

par suite de l'état de siège ou des lois d'exception, les communistes n'ont pas la possibilité de développer légalement toute leur action, la concomitance de l'action légale et de l'action illégale est indubitablement nécessaire.

4) Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématiques et persévérantes parmi les troupes.

Là où la propagande ouverte est difficile par suite de lois d'exception, elle doit être menée illégalement; s'y refuser serait une trahison à l'égard du devoir révolutionnaire et par conséquent incompatible avec l'affiliation à la III^{ème} Internationale

5) Une agitation rationnelle et systématique dans les campagnes est nécessaire. La classe ouvrière ne peut vaincre que si elle est soutenue tout au moins par une partie des travailleurs des campagnes (journaliers agricoles et paysans les plus pauvres), et si elle n'a pas neutralisé par sa politique tout au moins une partie de la campagne arriérée.

L'activité communiste dans les campagnes acquiert en ce moment, une importance capitale. Elle doit être le fait des ouvriers communistes en contact avec la campagne. Se refuser de l'accomplir ou la confier à des demi-réformistes douteux, c'est renoncer à la révolution prolétarienne.

6) Tout parti désireux d'appartenir à la III^{ème} Internationale a pour devoir de dénoncer, autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux; il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal international, nul début sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Société des Nations (S.D.N.) ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes.

7) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre et de préconiser cette rupture parmi les membres des organisations. L'action communiste conséquente n'est possible qu'à ce prix. L'Internationale Communiste exige impérativement et sans discussion

cette rupture qui doit être consommée dans le plus bref délai; L'Internationale Communiste ne peut admettre des réformistes avérés tels que TURATTI, KAUTSKY, HILFERDING, LONGUET, MAC-DONALD, MODIGLIANI et autres aient le droit de se considérer comme les membres de la III^{ème} Internationale et qu'ils y soient représentés. Un pareil état de choses ferait ressembler par trop la III^e Internationale à la II^e.

8) Dans la question des colonies et des nationalités opprimées; Les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette.

Tout parti appartenant à la III^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les "prouesses" de "ses" impérialistes aux colonies; de soutenir, non en parole mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et d'entretenir parmi les troupes de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.

9) Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste doit poursuivre une propagande perseverante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des noyaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. Leur devoir sera de révéler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "centre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.

10) Tout parti appartenant à l'Internationale Communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité "l'Internationale" des syndicats jaunes fondée à AMSTERDAM. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers, l'idée de la rupture avec l'Internationale jaune d'AMSTERDAM; il doit, par contre, concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérents à l'Internationale Communiste.

11) Les partis désireux d'appartenir à l'Internationale Communiste ont pour devoir de réviser la composition de leur fraction parlementaire, d'en écarter les éléments douteux, de les soumettre, non en pa-

-role mais en acte, au Comité Central du Parti, d'exiger de tout député communiste la subordination de toute son activité aux intérêts véritables de la propagande révolutionnaire et de l'agitation.

- 12) Les partis appartenant à L'Internationale Communiste doivent être édifés sur le principe de la centralisation démocratique. A l'époque actuelle de guerre civile acharnée, le Parti Communiste ne pourra remplir son rôle que s'il est organisé de la façon la plus centralisée, si une discipline de fer confinante à la discipline militaire y est admise, et si son organisme central est muni de larges pouvoirs, exerce une autorité incontestée, bénéficie de la confiance unanime des militants.
- 13) Les partis communistes des pays où les Communistes militent légalement doivent procéder à des épurations périodiques de leurs organisations afin d'en écarter les éléments intéressés et petits-bourgeois.
- 14) Les partis désireux d'appartenir à La III^e Internationale doivent soutenir sans réserve toutes les Républiques Soviétiques dans leur lutte contre la contre-révolution. Ils doivent préconiser inlassablement le refus des travailleurs de transporter les munitions et les équipements destinés aux ennemis des Républiques soviétiques, et poursuivre, soit légalement, soit illégalement, la propagande parmi les troupes envoyées contre les républiques soviétiques.
- 15) Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les réviser sans retard et élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions sociales de leurs pays et conçu dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Il est de règle que les programmes des Partis affiliés à l'Internationale Communiste soient confirmés par le congrès international ou le Comité Exécutif. Au cas où ce dernier refuserait sa sanction à un parti, celui-ci aurait le droit d'en appeler au congrès de L'Internationale Communiste.
- 16) Toutes les décisions des Congrès de l'Internationale Communiste, de même que celles du Comité exécutif sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale Communiste. Agissant en période de guerre acharnée, l'Internationale Communiste et son Comité Exécutif doivent tenir compte des conditions de luttes si variées dans les différents pays et n'adopter de résolutions générales et obligatoires

qu'elles dans les cas où elles sont possibles.

17) Conformément à tout ce qui précède, tous les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent modifier leur appellation. Tout parti désireux d'adhérer à l'Internationale Communiste doit s'intituler; Parti Communiste de... (Section de l'Internationale Communiste); cette question d'appellation n'est pas simple formalité: elle a aussi une importance politique considérable. L'Internationale Communiste a déclaré une guerre sans merci au vieux monde bourgeois tout entier et à tous les vieux partis social-démocrates jaunes.

Il importe que la différence entre les partis communistes et les vieux partis "social-démocrates" ou "socialistes" officiels, qui ont vendu le drapeau de la classe ouvrière, soit nette aux yeux de tous les travailleurs.

18) Tous les organes dirigeants de la presse des partis de tous les pays sont obligés d'imprimer tous les documents officiels importants du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

19) Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste ou sollicitant leur adhésion sont obligés de convoquer (aussi vite que possible) dans un délai de quatre mois après le II^e Congrès de l'Internationale Communiste, au plus tard, un Congrès extraordinaire, afin de se prononcer sur ces conditions. Les comités Centraux doivent veiller à ce que les décisions du II^e Congrès de l'Internationale Communiste soient connues de toutes les organisations locales.

20) Les partis qui voudraient maintenant adhérer à la III^e Internationale, mais qui n'ont pas encore modifié leur tactique ancienne de manière radicale, doivent préalablement veiller à ce que les deux-tiers des membres de leur Comité Central et les institutions les plus importantes soient composées de camarades qui déjà avant le II^e Congrès s'étaient prononcés pour l'adhésion de leur parti à la III^e Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions pour les représentants de la tendance centriste mentionnée dans le paragraphe n° 7.

21) Les adhérents au Parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

Il y a 50 ans en 1919 était créée la III^e Internationale. Les bolchéviks avaient rompus depuis longtemps rompu avec les social-chauvins de la II^e Internationale (La majorité des partis socialistes s'étaient rangés derrière leur bourgeoisie contre les prolétaires des autres pays en 1914, c'est pour cela que Lénine les a fort justement appelés social-chauvins). En 1919 les bolchéviks regroupèrent autour d'eux tous ceux qui avaient également rompus avec la II^e Internationale. En 1920 sous la poussée des masses d'autres partis demandèrent à adhérer à la III^e Internationale. Pour éliminer les opportunistes qui ne voulaient adhérer que poussés par les masses les bolchéviks avancèrent les 21 conditions d'adhésion.

C'est sur la base de l'acceptation ou du refus de ces 21 conditions qu'au Congrès de Tours (25-30 Décembre 1920) se produisit la scission du parti socialiste français et la naissance du PCF. Il est donc nécessaire pour étudier les 21 conditions de les replacer dans leur contexte, toutefois elles présentent certains caractères universels sur ce que doit faire et être un parti révolutionnaire qui font qu'elles doivent être étudiées attentivement par les jeunes révolutionnaires.

COMITE CONTRE LA REPRESSION ET POUR LA DEFENSE DES LIBERTES EN TUNISIE

ADRESSE : c/o YVES FUCHS
4, ALLÉE DES BATHES 91400 ORBAY

C.C.P. LA SOURCE 35 839 22 H

TUNISIE INFORMATIONS N° 1

28 Avril 1978

1°/ LES GREVES

- Grève au début de la semaine du 24 Avril à la Société Tunisienne d'Acconage et de Manutention : les ouvriers protestent contre la suppression de la carte de transport dont ils bénéficiaient.
- Grève à la Société SHELL l'après midi du 27 Avril 1978.

2°/ CONDITIONS DE DETENTION

Certains syndicalistes sont détenus dans des conditions très dures à la Prison Civile de Tunis. C'est ainsi que Ismaïl SAHBANI Secrétaire général de la Fédération syndicale de la Metallurgie a entamé Mardi 25 Avril une grève de la faim pour protester contre les conditions de détention qui lui sont imposées : il est isolé dans une cellule étroite, sombre et humide depuis son transfert à la prison civile de Tunis, après un séjour de plus de deux mois dans les locaux de la D.S.T., durant lequel il a été sauvagement torturé et a subi des violences et un traitement absolument inhumain qui a gravement endommagé son état de santé.

3°/ QUELQUES NOMS DE SYNDICALISTES LICENCIES DE LEUR TRAVAIL : (13)

- Salem ABDELKRIM Syndicat des I.C.M. GABES
- Ali BELLARZI Syndicat des I.C.M. GABES
- Béchir BEL HAJ YAHIA Syndicat de la Cimenterie GABES
- Belhassen SELLAM Secrétaire général du Syndicat de l'Office du Tourisme
- Moncef NAFTI Secrétaire général adjoint du Syndicat de l'Office du Tourisme
- Mohamed HADHRI Syndicat de la Sté AUTOTRACTOR
- Mokhtar RASSAA Journaliste à la Radio Télé Tunisienne
- Kamel LAARIF Syndicat de la R.T.T.
- Zohra EL AMRI Syndicat de la R.T.T.
- Abderrahman DHIFALLAH Syndicat des Techniciens de la R.T.T.
- Ahmed HAZALLAH Metteur en scène à la R.T.T.
- Mohamed MOEZZ Journaliste à la R.T.T.
- Nouredine NASR Journaliste à la R.T.T.

4°/ QUELQUES NOMS DE SYNDICALISTES DEJA PASSES EN JUGEMENT ET CONDAMNES (45)

- Abdelmajid SAADAOUI Secrétaire général
du Syndicat de SOTUVER 1 an de prison
- Amar HMAIDI Syndicat SOTUVER

.../...

- Mizouni MHAMDI Membre du Bureau exécutif
Union Régionale de Kasserine
- Borni ALLAGUI Membre de l'Union Locale de SBEITLA
- Younes LARROUCHI Syndicat de l'Agriculture à BEJA 3ans 1/2 de prison
- Ezzeddine ALLALA Syndicat de l'Agriculture BEJA 3ans 1/2 de prison
- Khedhiri CHIHI Secrétaire Général du Syndicat de
l'Agriculture BEJA 3ans 1/2 de prison
- Bechir KEBAILI Secrétaire général adjoint du
Syndicat de l'Agriculture BEJA 3 ans 1/2 de prison

Belkacem SAMATTI Ouvrier agricole BEJA)	
Amidah KHENIRI " " ")	
Ahmed KHENIRI " " ")	
Sassi CHIHI " " ")	
Borni AYARI " " ")	
Ali DJEBLI " " ")	Condamnés à 18 mois de
Younes HANNACHI " " ")	prison pour " Atteinte
Amara MISSAOUI " " ")	à la liberté du travail"
Abderraza KHEMIRI " " ")	
Moktar KHEMIRI " " ")	
Hedi KHEMIRI " " ")	

- Mohamed HANNACHI Ouvrier agricole BEJA 1an de prison
- Abdelmajid OUESLATI Trésorier du Syndicat
d'Agriculture de BEJA 18 mois de prison
- Moktar OUESLATI Ouvrier Agricole de BEJA 3ans 1/2 de prison
pour atteinte à la
liberté du travail,
rassemblement, atteinte
"aux bonnes moeurs!"

- Sadok JOULI Ouvrier Agricole BEJA)	
- Mohamed Tahar AOUADHI " ")	
- Ali BAHRI Ouvrier " ")	18 Mois de prison
- Ahmed KHEMIRI " ")	
- Mustapha DJEBLI " ")	
- Hassine CHAOUALI " ")	
- Ali CHIHI " " ")	2ans 1/2 de prison pour
- Said KHEMIRI " " ")	atteinte à la liberté du travail.

- Hacene DAGHBAJI Syndicat des Transports EL HAMMA } 3ans de
- Ali HADDAJI " " " } prison
- Habib ZAGHBANI " " " }
- Moktar LOUATI Syndicat de Radio Sfax 10 mois de prison
- Abdelkader SELLAMI Syndicat de Radio Sfax I an et 10 mois de prison
- Moncef AMKI Syndicat de Radio Sfax 2 ans de prison
- Jamaleddine EZZEDDINE Syndicat de Radio SFAX 1 an de prison
- AbderazaK BOUSSETTA Syndicat de Radio Sfax 1 an de prison
- Othman KARRAY Syndicat de l'enseignement
(Surveillant à Sfax) 3ans et 8 mois de prison
- Habib GUIZA Secrétaire général de la
Fédération régionale des Syndicats
des Pétroles et Industries chimiques 5 mois de prison
- Monji ABDERRAHIM Secrétaire général du Syndicat
de la Cimenterie de Gabès 9 mois de prison
- Bourbakeur SOUID Syndicat des Carrelages de Gabès

- Mekki ABDERRAHMAN Secrétaire général de l'Union Régionale de Zaghouan 1 an de prison
- Mohamed Khéfi EL AMRI Secrétaire général de l'Union régionale de Kasserine 18 mois de prison
- Habib KSOURI Secrétaire général de l'Union locale de Sbeitla 5 ans de prison

5°/ SYNDICALISTES EN LIBERTE PROVISOIRE (3)

- Hedi EDDEB Secrétaire général de la Fédération des Cheminots
- Mohamed CHARRA Syndicat S.T.E.C.
- Saad BELLOUMI Syndicaliste à SOUSSE

6°/ SYNDICALISTES DETENUS (88)

- Habib ACHOUR Secrétaire général de l'U.G.T.T.
- Taieb BACCOUCHE Secrétaire général adjoint de l'U.G.T.T.
- Abdellaziz BOURAOUI " " " "
- Sadok ALLOUCHE " " " "
- Mustapha GHARBI " " " "
- Sadok BESBES " " " "
- Salah BENGADDOUR " " " "
- Hassen AMMOUDIA " " " "
- Mohamed EZZEDDINE " " " "
- Kheiriddine SALHI " " " "
- Abdelhamid BELAID " " " "
- Abderrazak AYOUB Secrétaire général de l'Union régionale de Tunis
- Habib Ben ACHOUR Secrétaire général de l'Union Régionale de SOUSSE
- Abderrazak GHORBAL " " " " de SFAX
- Ahmed LAJILI " " " " de TOZEUR
- Mouldi CHOUIKHA Secrétaire général de l'Union locale de MENZEL-TEMINE
- Salah LASMAR Secrétaire général de l'Union locale de ENFIDA
- Mohamad Salah CHELLI Secrétaire général de l'Union locale de LA GOULETTE
- Nouredine BAHRI Secrétaire général de la Fédération de l'enseignement
- Ismaïl SAHBANI Secrétaire général de la Fédération de la Métallurgie des Cheminots
- Messaoud KELLILA " " " Electricité/Gaz
- Said HADDAD " " " des Transports
- Abdesselem JERAD " " " du Bâtiment
- Bechir MABROUK " " " Tourisme et Alimentaire
- Said GUAGUI " " " Pétrole et Industries chimiques
- Allala AMRI " " " Travaux Publics
- Mohamed DAMI " " " Travaux Publics
- Salah BROUR Secrétaire particulier d'Habib ACHOUR, Secrétaire général du Syndicat de l'Office de l'Emploi
- Houcine BRHOUMA Secrétaire général du Syndicat de Fonctionnaires de l'Education Nationale

- Mohamed Salah KHERIDJI Secrétaire général du Syndicat de l'Enseignement secondaire
- Ahmed KAHLAOUI Secrétaire général du Syndicat de l'enseignement technique
- Meji CHAARI Secrétaire général de la Radio Télévision Tunisienne
- Ezzedine KRICHENE Secrétaire général du Syndicat des Ports Maritimes
- Rachid SLOUGUA Secrétaire général du Syndicat des Infirmiers
- Salah ESSID Secrétaire général du Syndicat de SOGITEX, à BIR KASSA (Textiles)
- Mustapha BOUSLAH Secrétaire général du Syndicat SOGITEX à BEN AROUS (Textile)
- Jilani GABSI Secrétaire général du Syndicat des Fonderies Reunies
- Mohamed CHAKROUN Secrétaire général adjoint de la Fédération de la Métallurgie
- Belgacem KHARCHI Secrétaire général du Syndicat de Penaroya
- Mohamed NEFFATI Secrétaire général du Syndicat de Dhia
- Touhami HAYDRI Secrétaire général du Syndicat des Carrelages
- Mohamed Naceur DJELASSI Secrétaire Général du Syndicat de la Cimenterie de Berrebi
- Ali TRABELSI Cimenterie Berrebi
- Ali MATHLOUHI Syndicat des Fabriques de Bouchons à TUNIS
- Monji AYARI Syndicat des Fonderies réunies
- Ahmed BARHOUMI Syndicat de Penraoya
- Abdellaziz JAOUADI Syndicat du Bâtiment
- Mohamed Ali NAOUI Syndicat de la Sté Nationale des Transports
- Messaoud RAHMONI Membre de la Fédération de la Métallurgie
- Hammadi BOUKHALEI Chauffeur de l'U.G.T.T.
- Hafedh GAMMOUN Secrétaire général adjoint de l'Union régionale de SOUSSE
- Sadok GDISSA " " " " " "
- Mohamed Ben AICHA " " " " " "
- Ali ELMAHDHI Bureau régional d'enseignement secondaire de SOUSSE
- Rachid THABET " " " " " "
- Ajmi MATHLOUTHI " " " " " "
- Ali BEN SALAH Secrétaire général du Syndicat régional de l'Enseignement Primaire de SOUSSE
- Moncef GMAR Secrétaire général adjoint du Syndicat régional de l'enseignement primaire de SOUSSE
- Mohsen CHAOUCH Enseignement primaire SOUSSE
- Sadko MARJANE " " " "
- Bourhaoui ATTIA Journaliste à l'U.G.T.T.
- Bheji REMADI " " " "
- Ajmi HFAIEDH Syndicat du Bâtiment à SOUSSE
- Hedi TENJAL Syndicat des Infirmiers à SOUSSE
- Mohamed BELAJOUZA Syndicat de l'Hôtel Boujaffar à SOUSSE
- Amar BELAJOUZA " " " "
- Hedi JOMAA Ancien Syndicaliste
- Braïm FARHAT Syndicat de la S.T.E.R.C. SOUSSE
- Sahlem HADDAD Syndicat de l'enseignement secondaire à MONASTIR
- Abdelaziz BEN AICHA Sté MELLOULI à SOUSSE
- Khemaïs KHEMIRI Syndicat du Tourisme à SOUSSE
- Jalel KALTOUR Syndicat de la Metallurgie à SOUSSE
- Hacem BEN ACHOUR Ouvrier à SOUSSE
- Zouheïr BELKHARIA Ouvrier à SOUSSE
- Belkacem BEN AHMED Syndicat de la Métallurgie à SOUSSE

- Habib MANSOUR Ouvrier à l'U.G.T.T.
- Abdelhamid FARHAT Ouvrier à l'U.G.T.T.
- Mohamed BEN REDJEB Ouvrier à SOUSSE
- Abdelhamid SAHRAOUI Métallurgiste SOUSSE
- Ahmed TRIKI Bureau exécutif Union régionale de Sfax
- Mohamed CHAABANE " " " "
- Ouannes SAANOUN Membre de l'Union locale de MENZEL-TEMINE
- Guader LAAMA " " " "
- Guader FAGAADI Syndicat de l'Agriculture MENZEL-TEMINE
- MATHLOUTI " " " "
- Mohamed AYOUB Syndicat de l'Office de l'Huile à SFAX
- Mohamed REKAOUI Syndicat Hôtel Continental TOZEUR
- Lahmine CHERIF Syndicat de l'Agriculture TOZEUR

مهرجان التضامن مع الشعب التونسي

تونس

يوم الجمعة 24 فيفري 1978

و ذلك يوم الجمعة 24 فيفري 1978 على الساعة الثامنة مساء بقاعة الموتويالتي - نهج سان فيكتور عدد 5 - ميترو : موبير موتويالتي

ايها الرفاق ايها الاصدقاء

امام تازم ظروف العيش لدى الجماهير الشعبية و امام البطالة و ارتفاع الاسعار المجحف و امام انتهاك ابط الحريات النقابية و السياسية اتسعت النضالات و عممت الاضرابات كافة انحاء البلاد لتعبر من جديد عن رفضها للسياسة اللاوطنية و اللاديمقراطية و اللاشعبية للنظام الدستوري. و انفجر غضب الجماهير الشعبية يوم 26 جانفي الذي كان يوم اضراب عام و شامل اعلن عنه الاتحاد العام التونسي للشغل. امام كل هذه النضالات كان رد النظام الرجعي العميل عنيفا و فاء منه لطبيعته الرجعية و المعادية للجماهير معبرا بذلك مرة اخرى عن عجزه للاستجابة للمطامح الشعبية فحرك النظام الدستوري كل اجهزته القمعية (من ميليشيا - و بوليس - و جيش ..) و كانت الحصيلة الاولى لهذه النضالات :

* اكثر من 500 شهيد .

* اكثر من الف جريح .

* اكثر من الف موقوف .

* و محاكمات اعتباطية يومية اصدرت احكامها ضد اكثر من 200 من المواطنين و تتراوح الاحكام بين 6 اشهر و 7 سنوات من السجن .

و اليوم و رغم حالة الحصار و منع الجولان، و رغم القوانين الاستثنائية و الحملات التخديرية التي تنشطها أجهزة الاعلام، و رغم ايقاف المئات من النقابيين و الديمقراطيين و الثوريين، و رغم كل ذلك يتواصل المد الجماهيري و يتواصل النضال في الجامعات و المعاهد الثانوية التي اغلق العديد منها منذ يوم 11 فيفري 1978. ان مساندة نضالات الجماهير الشعبية مهمة ملحة على كل القوى الديمقراطية و المعادية للامبريالية و للتعبير عن تضامنا مع النضالات الشعبية .

تدعو لجنة التعبئة لمساندة النضالات الشعبية في تونس (فرع باريس المؤقت للاتحاد العام لطلبة تونس) و بمساندة التنظيمات الديمقراطية الممضية الى المشاركة في المهرجان العالمي الذي سينعقد يوم 24 جانفي على الساعة الثامنة مساء بالموتويالتي

** لندد بحالة الحصار و بالقوانين الاستثنائية ..

** لنفرض معا ايقاف المحاكمات و التتبعات حالاً ضد المناضلين النقابيين واطلاقي

سراح المتظاهرين الموقوفين و كل المساجين السياسيين ..

** لندد بشدة بالمؤتمر الاستثنائي المزعوم الذي ينظمه الدستور يوم 25 فيفري ..

** لنقف صفا واحدا مع نضالات الطبقة العاملة التونسية من اجل اتحاد عام تونسي

للشغل مستقل ديمقراطي ممثل و مناضل ..

باريس في 15 فيفري 1978

لجنة التعبئة لمساندة النضالات الشعبية

في تونس

بمساندة : لجنة الاعلام و الدفاع عن ضحايا القمع في تونس - العامل التونسي - المهاجر - اتحاد العمال المهاجرين التونسيين - حزب الشعب الثوري - الاتحاد الم.ل. التونسي - النجم لمساندة النضالات الشعبية في تونس -

٢٠ عاما من النضال

٢٠ عاما اصطهاد

تونس

٢٠ مارس ١٩٥٦

٢٠ مارس ١٩٧٦

منذ عشرين سنة ، يعارض النظام الدستوري (الحزب الواحد) سلطته المطلقة على تونس وحتى يخدم أكثر مصالح القوى الامبريالية وركز جهاز الدولة ابوليس ، التعسفي مكرسا هذا الكخيانته للعطام الاساسية للشعب التونسي في الحرية والديمقراطية والاستقلال

- عمال ، فلاحين ، مثقفون وطلبة وكل الجماهير الشعبية تتعرضو بصورة وحشية للتعسف ، والمطاردة والاعتقال والتعذيب والتفكيك
- المراقبة المطلقة لوسائل الاعلام تجعل ان امكانية لحرية التعبير مستحيلة
- الحضور المستمر لاجهزة البوليس الرسمية وغير الرسمية ينتشر الرعب في الشوارع والكليات والمدارس
- في السجون حرم المناضلون ضحايا المحاكمات المطلقة والمشكورة ، ومن مساندة العدالة . ان حياتهم معرضة للخطر نتيجة الامراض التي تصيبهم والتي لا يجدون لها العلاج

- في اماكن عملهم يتعرض العمال لشتى انواع التعسف والحرمان والبطالة تهددهم يوميا
- الديون التي تكبل البلاد التونسية تذكرنا بعهدنا قبل الاستعمار
- الشباب التونسي مهدد من جديد بالامية نتيجة السياسة الانتقائية والطبقية المطبقة في ميدان التعليم
- ان من نتائج تآمر الامبريالية العالمية على الشعب التونسي هي اقامة جدار من الصمط حول كل النضالات التي يخوضها

فعلينا لتحطيم هذا الجدار ، وعلينا بالتعريف بنضالات الشعب التونسي لدى الراي العام الديمقراطي العالمي ، التقدمي والثوري ولسنطالب :

- بالمعفو العام لكل ضحايا القمع
- باطلاق سراح كل المساجين السياسيين
- وبالحرية الديمقراطية للشعب التونسي

مهرجان عام في قهر الموتى "قلة ب"

يوم الاربعاء ١٧ مارس ١٤ نهب سان فكتور باريس 5

الساعة 8 ليل

يخظمة لجنة الاعلام والدفاع عن ضحايا القمع في تونس بمشاركة لجنة الفوج الممثلة للاقاء العام لطلبة تونس - اتحاد العملة العملة المهاجرين التونسيين - العامل التونسي - حركة الوجدية الشعبية (برسي) - الحقيقة -

20 MARS 1956
20 MARS 1976

TUNISIE

20 ANS DE LUTTE
20 ANS REPRESSION

Le régime du parti unique déstourien exerce son pouvoir absolu depuis 20 ans sur la Tunisie. Trahissant les aspirations fondamentales du peuple tunisien à la Liberté, la Démocratie et l'Indépendance, il a mis sur pied un Etat policier répressif pour mieux servir les intérêts des puissances impérialistes.

Ouvriers, paysans, intellectuels et étudiants sont impitoyablement réprimés, pourchassés, dépossédés, emprisonnés, torturés.

Le contrôle absolu des moyens d'information rend impossible toute liberté d'expression.

Le règne des polices officielles et parallèles installe la terreur dans la rue, les lieux publics, les facultés et les écoles.

Dans les prisons, les militants tunisiens victimes de procès arbitraires répétés sont menacés dans leur santé et privés du soutien de la justice.

Les ouvriers sont réprimés sur les lieux du travail et exposés au chantage du chômage.

La campagne tunisienne se dépeuple et l'immigration grossit d'une façon alarmante.

L'endettement du pays nous rappelle la période douloureuse pré-coloniale.

La jeunesse tunisienne est de nouveau menacée par l'analphabétisme par la politique sélective et de classe, de l'enseignement.

Autour des luttes du Peuple Tunisien, un mur de silence est élevé grâce aux complicités impérialistes internationales.

IL FAUT BRISER CE MUR DE SILENCE, FAIRE CONNAITRE CES LUTTES A L'OPINION DEMOCRATIQUE, PROGRESSISTE ET REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE ET RECLAMER :

- AMNISTIE GENERALE POUR LES VICTIMES DE LA REPRESSION
- LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES
- LIBERTES DEMOCRATIQUES POUR LE PEUPLE TUNISIEN

M E E T I N G

A LA MUTUALITE SALLE B

LE 17 MARS 1976 A 20 h

Métro Maubert - Mutualité (Paris 5)

Organisé par Le COMITE d'INFORMATION et de DEFENSE des VICTIMES de la REPRESSION en TUNISIE

Avec la participation de : CSP-UGET(Paris) UTIT (Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens), EL AMEL TOUNSI, Mouvement de l'Unité Populaire (Paris), EL HAKIKA

TUNISIE appel

1^{er} MAI

La classe ouvrière tunisienne célèbre le 1 MAI 78 dans un climat caractérisé par l'offensive sanguinaire menée par le régime destourien valet de l'impérialisme, qui a coûté, la vie à des centaines de martyrs et qui visait à étouffer la voix des masses populaires et à réprimer leurs aspirations à l'indépendance nationale, à la démocratie et au progrès social.

La grève générale déclanchée par la classe ouvrière tunisienne le 26 janvier est venu consacrer les luttes grandissantes contre la répression et l'exploitation et prouvait que la crise du régime et l'aiguïsement de ses contradictions internes ont atteint leur summum. Elle est venue affirmer également le rôle déterminant de la classe ouvrière dans la lutte démocratique et nationale ainsi que sa disposition à faire face à la violence et à la terreur du pouvoir et consentir les plus grands sacrifices. Cette grève a prouvé que les masses populaires se tiennent aux cotes des ouvriers contre le régime destourien et sa machine répressive.

La classe ouvrière tunisienne fête le 1 mai a un moment où son organisation syndicale l'UGTT est soumise aux assauts les plus violents visant son démantèlement et l'étouffement du courant démocratique qui se développe en son sein. C'est ainsi que fut déclanchée la vague d'arrestations et d'enlèvements parmi les syndicalistes et les étudiants et c'est ainsi également qu'a eu lieu la mascarade du congrès fantôme sous l'enseigne de "congrès extraordinaire" qui a confirmé à la tête du syndicat des mercenaires et des opportunistes. Puis ce fut la série interminable des procès inniques condamnant de centaines de citoyens à de lourdes peines de prison; les ouvriers ayant un rôle d'avant garde font l'objet de mesures de licenciements abusifs. Enfin des lois répressives cherchant à réprimer la jeunesse tunisienne, telle la loi scélérate sur le "service civil" et "national" furent adoptés en toute hâte.

Ainsi le régime destourien répond par une répression grandissante aux revendications des masses populaires qui refusent de supporter le poids de la crise et dont les conditions de vie ne cessent de se dégrader, que le pouvoir c'achat baisse régulièrement, que le chômage sévit de plus en plus dans leurs rangs; alors qu'elles voient les classes dominantes vivent dans une opulence indécente et aggravant la crise

Mais la classe ouvrière et les masses populaire résistent :

- * les ouvriers ont boycotté le congrès fantôme, et immédiatement après les événements du 26 janvier ils entreprennent d'organiser la riposte.
- * les Lycéens et les étudiants ont déclanché, de leur côté, une série de grèves et de manifestations pour exprimer leur soutien à la classe ouvrière dans sa lutte contre le régime de la répression et l'exploitation.
- * les forces démocratiques ont pris diverses initiatives en vue d'informer sur la réalité de la situation, de coordonner l'action de solidarité et d'organiser le soutien matériel et juridique.

L'immigration a pris part à cette campagne par la mobilisation de larges secteurs de l'opinion démocratique arabe et international pour dénoncer les massacres perpétrés par le régime destourien.

Notre Comité qui s'est assigné pour tâche, de lutter pour le triomphe des libertés démocratiques et la libérations de tous les détenus politiques et l'amnistie générale et inconditionnelle et le comité qui n'a cessé depuis sa création (1972) d'organiser des campagnes d'information et de soutien APPELLE L'OPINION DEMOCRATIQUE ET ANTI-IMPERIALISTE EN TUNISIE ET DANS LE MONDE A EXPRIMER SON SOUTIEN ET SA SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE.

- NON A LA REPRESSION ET A LA TERREUR EN TUNISIE
- AMNISTIE GENERALE POUR TOUS LES DETENUS POLITIQUES ET SINDICAUX
- POUR UNE UGTT DEMOCRATIQUE AUTONOME ET REPRESENTATIVE
- UN SEUL COMBATTANT SUPREME LE PEUPLE

Paris, 1er mai 1978

COMITE D'INFORMATION ET DE DEFENSE DES VICTIMES DE LA REPRESSION EN TUNISIE

c% J. GATTEGNO BP 397 75025 PARIS CEDEX 01 CCP La Source 33 349 06 N

IMP. Spé

فداء عمرة ماي - لجنة الاعلام والدفاع عن ضحايا القمع بتونس

تحيي الطبقة العاملة والشعب التونسي عيد العمال هذه السنة في ظرف يتسم بالهجمة الدموية التي شنها النظام الدستوري العميل والتحاوت بحياة مئات الشهداء في محاولة منه اخماد صوت الجماهير الشعبية وكبت متطلعاتها نحو التحرر الوطني والديمقراطية والتقدم الاجتماعي .

لقد كان الاضراب العام الذي شنته الطبقة العاملة التونسية في ٢٦ جانفي تنويرا للنضالات المتصاعدة ضد القمع والاستغلال و تعبيراً عن بلوغ ازمة النظام ذروتها واحتماد تناقضاته الداخلية . ان الاضراب العام جاء ليؤكد الدور الحاسم للطبقة العاملة في النضال الوطني والديمقراطي واستعدادها لمواجهة العنف والارهاب وبذل التضحيات الجسام و اكد كذلك التفاف الجماهير الشعبية ووقوفها الى جانب العمال في وجه النظام واجهزته القمعية .

تحيي الطبقة العاملة التونسية عيد اول ماي و منظماتها النقابية الاتحاد العام التونسي للشغل تتعرض لحملة شرسة تهدف الى تفكيكها وخنق التيار الديمقراطي في صلبها . فكانت حملة الاعتقالات والاختطافات الواسعة في صفوف النقابيين والطلبة و مهزلة المؤتمر "الخارق للعادة" العسخ الذي اقر المرتزقة والانتهازيين على رأس النقابة العمالية ثم سلسلة المحاكمات الجائرة والمفتعلة التي زجت بالعثات من المواطنين في السجون، و موجة الطرد التعسفي والانتقامي التي استهدفت العناصر المتقدمة من العمال وكذلك القوانين القمعية التي اريد بها ارهاب الشباب كقانون "الخدمة المدنية" و "الوطنية" .

وهكذا لم يبق للنظام الدستوري سوى لوعة القمع المتزايد للرد على مطالب الشعب الجماهير الشعبية الرافضة لتحمل عبئ الازمة والتي ما انفكت ظروف معيشتها تتدهور وقدرتها الشرائية تتضاءل وتنتشر في صفوفها البطالة في حين انها ترى الطبقات الحاكمة والمهيمنة تعيش في البذخ الفاحش والاستهلاك المفرط الذي يشدد من وقع الازمة .

فالعمال قاطعوا المؤتمر العزيز وشرعوا فوراً بعد احداث ٢٦ جانفي في تنظيم الرد على المؤامرة واستخلاص العبرة منها . كما دخل الطلبة والتلاميذ في سلسلة من الاضرابات عن الدروس والمظاهرات تضامنا مع الطبقة العاملة في مواجهتها لنظام القمع والاستغلال . اما مختلف المقوى الديمقراطية فقد تصدت لهته الحملات القمعية باشكال متعددة لتعميم الاعلام حول حقيقة الوضع وتسيق التضامن وجمع المساعدات و تنظيم الدفاع .

كما قامت الهجرة بتحركات واسعة للتضامن وجندت قطاعات واسعة من الراي العام الديمقراطي العربي والدولي ضد المجزرة والنظام الارهابي القائم في تونس .

ان لجنة الاعلام والدفاع عن ضحايا القمع بتونس التي الت على نفسها العمل من اجل انتصار الحريات الديمقراطية واطلاق سراح جميع المساجين السياسيين و اعلان العفو العام واللامشروط والتي ما انفكت منذ انبعاثها (١٩٧٢) بالقيام بحملات التعريف بنضالات الجماهير الشعبية والتتديد بالقمع العسطل على القوى الديمقراطية والثورية ومساندة المساجين السياسيين والنقابيين وعائلاتهم ماديا ومعنوياً . بنداء ملح فاننا نتوجه الى الراي العام الديمقراطي والمعادي للامبريالية في تونس وفي كل انحاء العالم ليعبر عن تضامنه ومساندته الفعالة سياسيا وماديا مع ضحايا القمع في تونس .

= لا للقمع والارهاب في تونس والمجد والخلود لشهداء ٢٦ جانفي
= من اجل اطلاق سراح كل المساجين السياسيين والنقابيين
= من اجل اتحاد عام تونسي للشغل ديمقراطي ومستقل وممثل
= لا مجاهد اكبر الا الشعب .

لجنة الإعلام والدفاع عن ضحايا القمع بنونس



Comité d'Information et de Défense des Victimes de la Repression en Tunisie (C.I.D.V.R.T.)

au Président de la République tunisienne M. Habib Bourguiba

Carthage Tunisie

الندد والتعسف المخطط على الشعب التونسي او
 طليغته الثورية و النداد بالتعذيب المستعمل
 ضدهم وبالجماعات المزيفة
 اساند نضال الشعب التونسي و الطالب
 باطلاق سراح المساجين السياسيين

- JE PROTESTE CONTRE LA REPRESSION QUI S'ABAT SUR LE PEUPLE TUNISIEN ET SUR SON AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE.
- JE DENONCE LA PRATIQUE DE LA TORTURE ET LES PROCES PREFABRIQUES EN TUNISIE .
- JE SOUTIEN LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN ET J'EXIGE LA LIBERATION DE TOUS LES DETENUS POLITIQUES EN TUNISIE .

الندد والتعسف المخطط على الشعب التونسي و
 طليغته الثورية و النداد بالتعذيب المستعمل
 ضدهم وبالجماعات المزيفة
 اساند نضال الشعب التونسي و الطالب
 باطلاق سراح المساجين السياسيين

au Président de la République tunisienne M. Habib Bourguiba

Carthage Tunisie

Comité d'Information et de Défense des Victimes de la Repression en Tunisie (C.I.D.V.R.T.)



لجنة الإعلام والدفاع عن ضحايا القمع بنونس

1º DE MAYO: REDOBLAR LA UNIDAD Y LUCHA DE LOS TRABAJADORES Y DE LA IZQUIERDA CHILENA CONTRA LA DICTADURA

1) En el día Primero de Mayo la clase obrera mundial rinde homenaje a sus héroes y mártires que a través de la historia ha pagado con su sangre las conquistas de los trabajadores en todo el mundo .

Los mártires de Chicago, asesinados por la burguesía atemorizada por los avances de la clase obrera, que luchaba en ese entonces por obtener la jornada de 8 horas señalaron un camino de combate y sacrificio.

Hoy día el pueblo chileno celebra por quinta vez consecutiva el Primero de Mayo bajo la dictadura más feroz de su historia. Esta dictadura militar, impuesta a sangre y fuego por el imperialismo yanqui y la burguesía monopolística, ha sometido a nuestro pueblo a una despiadada superexplotación, reprimiendo y buscando la liquidación del movimiento obrero y popular .

2) Frente a estos intentos aniquiladores de la dictadura, el movimiento de masas se reactiva y desarrolla progresivamente a través de los Comités de Resistencia, Comisiones de Fábrica, Consejos Campesinos, Comandos Comunales y otros organismos de base. Cada día son más numerosas las organizaciones clandestinas y las acciones de protesta y lucha contra la dictadura.

3) También algunos sectores burgueses: han pasado abiertamente a oponerse al régimen de Pinochet, buscando el reemplazo de la Junta Militar para instaurar un remedo de democracia que, manteniendo intacta la estructura actual de dominación y represión, garantice la continuidad de la explotación imperialista.

4) En Chile la clase obrera y el pueblo , y sus organizaciones revolucionarias, rechazan la política de subordinación a la burguesía freista conducida por la dirección reformista de la U.P., que tiende a favorecer estas maniobras. Por lo tanto llamamos a combatir esta política claudicante y liquidacionista, que tiende a conducir al movimiento popular a una nueva derrota.

5) Llamamos también a todas las fuerzas y sectores revolucionarios, a partir de este nuevo Primero de Mayo, a redoblar el trabajo unitario por la base con todos los sectores realmente democráticos y antidictatoriales chilenos, para profundizar el aislamiento y deterioro de la dictadura, y para crear mejores condiciones para la próxima batalla de los trabajadores chilenos, en la perspectiva de la construcción del socialismo en Chile.

6) Sólo construyendo y desarrollando las fuerzas propias del proletariado y del pueblo derrotaremos la dictadura. Sólo la lucha revolucionaria de las masas desarrollará y agudizará las contradicciones en el seno de la burguesía, debilitará y aislará efectivamente a la dictadura y asegurará su bancarrota y derrota final.

¡ AMNISTIA TOTAL E INCONDICIONAL PARA LOS PRESOS POLITICOS Y EXILADOS !

¡ SOLO LA CLASE OBRERA Y EL PUEBLO DERROTARAN A LA DICTADURA Y EL IMPERIALISMO !

¡ LA RESISTENCIA POPULAR ES LA LUCHA REVOLUCIONARIA DEL PUEBLO Y EL SOLO CAMINO DE VICTORIA !

¡ CONTRA LAS DICTADURAS TERRORISTAS DEL CAPITAL IMPERIALISTA : REVOLUCION Y SOCIALISMO !

¡ VIVA EL PRIMERO DE MAYO !

¡ VIVA EL INTERNACIONALISMO PROLETARIO !

MAPU DE CHILE

(Francia)

JUVENTUD RADICAL REVOLUCIONARIA (JRR) TERCER CONGRESO DE CHILE

(Francia)

PARTIDO SOCIALISTA DE CHILE - COORDINADORA NACIONAL DE REGIONALES

(Francia)

PARTIDO COMUNISTA REVOLUCIONARIO DE CHILE . (P. C. R.)

(Francia)

París 1 de Mayo de 1978 .

1er MAI:

REDOUBLER L'UNITÉ ET LA LUTTE DES TRAVAILLEURS ET DE LA GAUCHE CHILIENNE CONTRE LA DICTATURE.

- 1) En ce 1er Mai, la classe ouvrière mondiale rend hommage à ses héros et martyrs qui à travers l'histoire ont payé de leur sang les conquêtes des travailleurs du monde entier.
Les martyrs de Chicago, assassinés par la bourgeoisie terrorisée par l'avancée du combat de la classe ouvrière, qui luttait alors pour obtenir la journée de huit heures, montrèrent une voie de combats et de sacrifices.
Aujourd'hui, le peuple chilien célèbre pour la 5e fois consécutive le 1er Mai sous la dictature la plus féroce de son histoire.
Cette dictature militaire, imposée à feu et à sang par l'impérialisme yankee et la bourgeoisie monopoliste, a soumis notre peuple à une surexploitation impitoyable, réprimant et cherchant à liquider le mouvement ouvrier et populaire.
- 2) Face à ces intentions criminelles de la dictature, le mouvement de masses reprend de la force et se développe progressivement à travers les Comités de Résistance, les Commissions d'Usines, les Conseils Paysans, les Commandos Communaux et autres organismes de base.
De jour en jour, augmente le nombre d'organisations clandestines et d'actions de protestation et de lutte contre la dictature.
- 3) De même, certains secteurs de la bourgeoisie sont passés ouvertement dans l'opposition au régime de Pinochet, cherchant à remplacer la Junte Militaire pour instaurer une imitation de démocratie qui, maintenant intacte la structure actuelle de domination et de répression, garantisse la continuité du régime d'exploitation impérialiste.
- 4) Au Chili la classe ouvrière, le peuple et ses organisations révolutionnaires refusent la politique de subordination à la bourgeoisie frémiste, conduite par la direction réformiste de l'UP, qui tend à favoriser ces manœuvres.
Nous appelons donc à combattre cette politique conciliatrice et liquidatrice qui tend à conduire le mouvement populaire à une nouvelle défaite.
- 5) Nous faisons aussi appel à toutes les forces et secteurs révolutionnaires, à partir de ce nouveau 1er Mai, à redoubler d'efforts dans le travail unitaire à la base avec tous les secteurs réellement démocratiques et antidictatoriaux chiliens, pour approfondir l'isolement et la détérioration de la dictature et pour créer des conditions meilleures pour les prochaines batailles des travailleurs chiliens, dans la perspective de la construction du socialisme au Chili.
- 6) C'est seulement en construisant et en développant les propres forces du prolétariat et du peuple que nous vaincrons la dictature.
Seule la lutte révolutionnaire des masses développera et aiguïsera les contradictions au sein de la bourgeoisie, affaiblira et isolera effectivement la dictature et assurera sa banqueroute et sa défaite finale.

AMNISTIE TOTALE ET INCONDITIONNELLE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES ET LES EXILÉS !

SEULS LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE PEUPLE VAINCRONT LA DICTATURE ET L'IMPÉRIALISME !

LA RÉSISTANCE POPULAIRE EST LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE DU PEUPLE ET LA SEULE VOIE DE LA VICTOIRE !

CONTRE LES DICTATURES TERRORISTES DU CAPITAL IMPÉRIALISTE: RÉVOLUTION ET SOCIALISME !

VIVE LE PREMIER MAI. VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN !

MAPU DU CHILI.

(France)

JEUNESSES RADICALES RÉVOLUTIONNAIRES (JRR) - IIIe CONGRES DU CHILI.

(France)

PARTI SOCIALISTE DU CHILI - COORDINADORA NACIONAL DE REGIONALES.

(France)

PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE DU CHILI. (P. C. R.)

(France)

PARIS, 1er MAI 1978.